



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES / EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS / CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT / SANTÉ / ÉDUCATION / PARTENARIAT, AUTONOMISATION & RENFORCEMENT DES ACTEURS

Rapport d'activité 2020

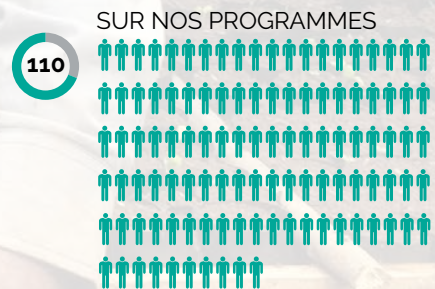
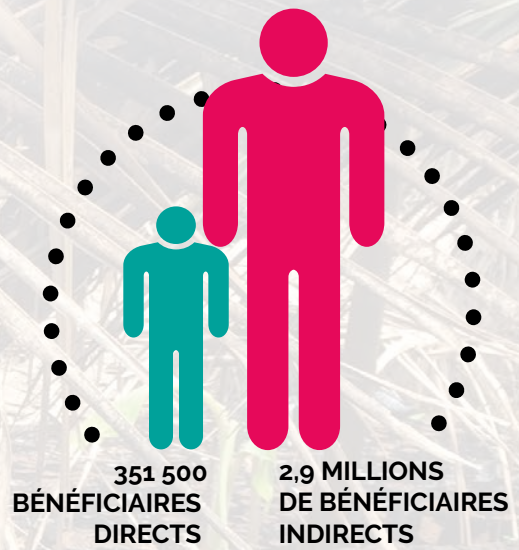
BUDGET
5,5 MILLIONS D'EUROS



SALARIÉ·E·S
137 COLLABORATRICES
ET COLLABORATEURS
DANS LE MONDE



ACTION
24
PROJETS



DE DROIT
FRANÇAIS

DE DROIT
LOCAL

9
PAYS
DONT
FRANCE

HAÏTI	35,4%
TCHAD	24,8%
CONGO	15,7%
COMORES	11,7%
MADAGASCAR	4,4%
SÉNÉGAL	4,2%
BÉNIN, BURKINA, AUTRES	3%
FRANCE	0,8%



2020

Comment parlera-t-on de cette année-là dans quelques décennies ?

Au delà d'une crise qui n'est pas terminée et qui révèle les fragilités de nos modes de vie, cette année a sollicité plus qu'on ne pouvait l'imaginer nos capacités d'adaptation et suscité pour beaucoup d'entre nous des questionnements inédits sur l'avenir.

Initiative Développement n'échappe pas à ce contexte où des conditions de travail dégradées (télétravail, annulation de toutes les missions, privation de contacts sociaux...) ont caractérisé neuf mois de l'année écoulée.

Il en restera certainement une agilité à manier les outils de travail à distance et à adapter sans cesse les prévisions et les moyens adaptés pour continuer autrement les projets... mais à quel prix ?

C'est pourquoi je suis particulièrement fière de vous présenter le bilan de notre activité en 2020. Grâce à un engagement considérable de nos équipes, les programmes se sont poursuivis et de nouveaux projets émergent pour les années à venir, résolument engagés pour répondre aux défis du monde actuel et en lien étroit avec notre projet stratégique adopté en 2018.

Comme vous le lirez en encadré dans la double page sur la thématique « Citoyenneté et Territoires », nous affinons actuellement la réflexion sur l'approche territoriale d'ID. L'objectif est d'améliorer encore la cohérence et la pertinence des actions mises en place avec les populations locales, pour leur permettre de vivre dignement sur leur territoire.

La qualité du travail fourni en 2020 mérite une immense reconnaissance à partager avec tous nos soutiens, qu'ils soient humains ou financiers. L'appui de certains partenaires financiers (en particulier l'AFD) et l'adaptation de leurs procédures ont été également déterminants. Sans ce soutien, nous aurions eu beaucoup plus de difficultés à franchir le cap de cette année avec le risque de compromettre gravement l'équilibre financier de notre association.

La lecture de cet Essentiel vous permettra de mesurer combien l'activité 2020 est restée à la hauteur de nos ambitions. Nous sommes toutes et tous mobilisé-e-s pour que cela reste vrai à l'avenir.

Marie Françoise PLUZANSKI
présidente d'ID

ID ET SES PARTENAIRES À TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

- **ADEMA**
Ansanm pour yon Demen Miyò an Ayiti
- **CROSE**
Coordination Régionale des Organisations du Sud-Est
- **GRAMIR**
Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural
- **IRAM**
Institut de Recherches et d'Applications
des Méthodes de développement
- **ITECA**
Institut de Technologie et d'Animation
- **Médecins du Monde Canada**



SÉNÉGAL

- Agence Régionale
de Développement de Fatick
- ONG des Villageois de Ndem
- Région Nouvelle-Aquitaine



BURKINA FASO

- **SEEPAT**
Sauvons l'Environnement l'Eau Potable
et l'Assainissement pour Tous



LES PARTENAIRES DE DEFIS

- **CliMates**
- **ESTIA**
École supérieure des technologies industrielles
avancées
- **RADSI**
Réseau Associatif pour le Développement
et la Solidarité Internationale
- **Université Bordeaux**
- **Université Bordeaux Montaigne**



HAÏTI

BÉNIN

- **GI-Mono**
Groupement Inter Communal du Mono
- **GRAIND**
Groupe de Recherches et d'Appui aux Initiatives de Développement

CONGO BRAZZAVILLE

- **APDPA-PV**
Association pour la Défense des Peuples Autochtones
et des Populations Vulnérables
- **APIFLORDEV**
Apiculture Flore Développement
- **APVPS**
Association Professionnelle pour la Valorisation
des Produits Forestiers Non Ligneux
- **ASDB**
Association des Salésiens de Don Bosco
- **CERPAC**
Centre d'Échanges et de Ressources
Pour la Promotion des Actions Communautaires
- **Fondation NIOSI**
- **Ordre de Malte France**



FRANCE

- **Coordination SUD**

- **GERES**

Groupement pour l'Exploitation Rationnelle de l'Énergie Solaire

- **IFAID**

Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement

- **SO Coopération**

- **Université Poitiers**



TCHAD

- **AGIR-CCAG**

Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion de l'Eau

- **COOPI**

Cooperazione Internazionale

- **IRC**

International Rescue Committee

- **Mairie de Moundou**

- **PADIESE**

Partenariat pour l'Appui et le Développement des Innovations en Education, Santé et Environnement

- **UFEP**

Union des Femmes pour la Paix



COMORES

- **2Mains**

- **AOCOF**

Association des Originaires des Comores en France

- **Dahari**

- **EGIS**

- **MAEECHA**

Mouvement Associatif pour l'Education et l'Egalité des CHances

- **Mairie de Ouani**

- **Planète Bois**

- **UCEA**

Union des Comités de l'Eau Anjouan

MADAGASCAR

- **4 intercommunalités de la Région Itasy**

- **Cœur de Forêt**

- **Région Itasy**

- **Région Nouvelle-Aquitaine**

SÉNÉGAL

FRANCE

BURKINA FASO

TCHAD

BÉNIN

CONGO BRAZZAVILLE

COMORES

MADAGASCAR

LES PROJETS D'ID DANS LE MONDE EN 2020

TCHAD

Depuis 2004



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Filière Cuiseurs Économiques (FCE2)

Moundou 2018-2021 (Phase 2)



ÉDUCATION

> Programme d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation Primaire dans 50 écoles (PAQEPP)

N'Djamena et Moundou 2018-2022



EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS

> Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad et amélioration de l'assainissement et de la gestion des boues à Moundou

Moundou 2016-2020 (Phase 3)

> Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou (PLIM)

Moundou 2018-2021

> Projet d'Amélioration des services d'assainissement de la ville de Moundou (PASAM)

Commune de Moundou 2020-2022



> Approche Orientée Changement auprès de la population de 2 quartiers pilotes de la Commune sur les problématiques d'hygiène et d'assainissement dans le quartier



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Le développement local pour renforcer la commune de Moundou et sa gouvernance (Kommand 3)

Commune de Moundou 2018-2022



PARTENARIAT & RENFORCEMENT DES ACTEURS

> Bâtir le futur avec le développement holistique des jeunes enfants (ADELAC)

Région du Lac Tchad 2020-2023



> Approche Orientée Changement sur la problématique du développement de l'enfant auprès des communautés des aires de desserte de 4 centres de santé

Département de Mamdi (Bol, Kangalom, Méléa, Ngarangou)

BURKINA FASO

Depuis 2019



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Système pérenne de production et diffusion de foyers améliorés et de kits solaires dans la région de Bobo-Dioulasso (ENERLIENCE) Bobo-Dioulasso et communes alentours 2018-2020

BÉNIN

Depuis 2020



EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS

> Gestion Intercommunale des boues de vidange (GIBOU)

Département du Mono 2020-2022



FRANCE

Depuis 2019



ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

> Développons Ensemble une Fabrique à Innovations Solidaires (DÉFIS)

France, Afrique et Haïti 2019-2020

COMORES

Depuis 1996



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Filière Cuiseurs Économiques (FCE2)

Île d'Anjouan 2018-2020 (Phase 2)

> Filière Ylang Ylang et Développement Éco-Responsable (FYDECO)

Îles d'Anjouan et de Mohéli 2019-2022 (Phase 3)



> Approche Orientée Changement auprès des acteurs de la filière Ylang,

Haut-Nyumakélé, Île d'Anjouan



EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS

> Consolidation du Service Public d'Eau Potable et Amélioration de l'Assainissement des Eaux Usées de Ouani (AEPA)

Commune de Ouani, île d'Anjouan 2016-2020



MADAGASCAR

Depuis 2019



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy (PAGLI)

15 communes de la Région Itasy 2019-2022



> Renforcement organisationnel et institutionnel auprès des 4 intercommunalités partenaires



MULTIPAYS

Depuis 2012



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Convention programme Développement Local
Bénin, Comores, Congo Brazzaville, Haïti et Tchad 2018-2021 (Phase 3)



PARTENARIAT & RENFORCEMENT DES ACTEURS

> Dispositifs d'Implication des Acteurs et de Renforcement des Organisations (DIARO)
Bénin, Comores, Congo, Haïti, Madagascar et Sénégal 2020-2023 (Phase 2)

HAÏTI

Depuis 1994



SANTÉ

> Appui à la résilience en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans le Bas Nord-Ouest par une approche systémique et le renforcement des capacités des acteurs communautaires et institutionnels (Pro Résilience)

Communes de Jean Rabel et Môle-Saint-Nicolas 2017-2020

> RenFORcement du Système de santé et des acteurs du Nord-Ouest face à la malNUTrition - (FORSNUT)

Département du Nord-Ouest 2019-2022



> Approche Orientée Changement auprès de deux aires de desserte de centres de santé

Localités de Raymond et Poste-Métier



> Renforcement Organisationnel et Institutionnel auprès de 9 centres de santé du département du Nord-Ouest



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Développement Local dans le département du Nord-Ouest

Saint Louis du Nord, Île de la Tortue, Anse à Foleur, Môle-Saint-Nicolas, Jean Rabel, Baie de Henne et Bombardopolis 2018-2021

> Programme d'Appui à la GOuvernance Décentralisée (PAGODE),

Départements du Sud-Est, du Sud et de Grand'Anse 2019 - 2023



PARTENARIAT & RENFORCEMENT DES ACTEURS

> Accompagnement et renforcement organisationnel et institutionnel auprès des associations bénéficiaires du dispositif Projets Innovants des Sociétés Civiles et Coalitions d'Acteurs de l'Ambassade de France en Haïti (PISCCA)

À l'échelle nationale 2019-2021

CONGO BRAZZAVILLE

Depuis 2004



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Filière Cuiseurs Économiques (FCE2)

Brazzaville et Pointe Noire 2018-2020 (Phase 2)



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Renforcer dans trois districts de la Lékoumou le rôle de la société civile pour promouvoir le respect des droits humains et consolider l'Etat de droit

Département de la Lékoumou 2018-2021

> ÉCOonomie et Développement Local (EcodeL)

Départements du Pool et de la Bouenza - 2016-2020



> Renforcement Organisationnel et Institutionnel auprès de 5 Comités de Développement Local (CDL) et 6 organisations paysannes

> Nzéla, Améliorer les conditions de vie des populations isolées du district d'Enyellé et villages limitrophes par l'émergence d'une société civile locale structurée et l'accès à des soins de qualité

District d'Enyellé, Département de la Likouala 2020-2023



> Empowerment et accompagnement des communautés locales et autochtones

SÉNÉGAL

Depuis 2014



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Appui au développement des énergies renouvelables (PRODER)

Région de Fatick 2014-2021



> Renforcement Organisationnel et Institutionnel auprès de l'ARD de Fatick sur l'intégration de la problématique du changement climatique au sein de ses activités et de son organisation

> Renforcement et Développement de l'entreprise Yaakaar Environnement (YE), entreprise de production et de distribution de biocombustibles,

Ville de Mbacké-Touba 2018-2020



FOCUS CITOYENNETÉ ET TERRITOIRES

ID développe depuis 2004 des actions en matière de « Citoyenneté et Territoires » qui contribuent à faire vivre l'émergence de processus de décentralisation (processus politique de transfert de compétences de l'État vers des collectivités territoriales, bien souvent des mairies) et de démocratisation au niveau local, et ce avec la volonté d'associer tous les habitant-e-s à la prise de décision.

L'accompagnement d'ID, d'abord centré sur les institutions locales (communes, départements voire régions...) et la planification territoriale, a progressivement évolué vers un appui au développement de la participation de toutes et tous pour mieux répondre aux nouveaux enjeux de représentation citoyenne. L'intensification actuelle des crises politiques, socio-économiques et environnementales dans les pays dans lesquels ID intervient rend encore plus vive la nécessité d'une meilleure prise en compte des citoyennes et citoyens.



L'APPROCHE TERRITORIALE D'ID

ID a construit son intervention depuis plus de 25 ans par une présence dans la durée sur les territoires dans lesquels elle intervient (département du Nord-Ouest en Haïti, île d'Anjouan aux Comores...). Ceci nous permet d'aborder avec une compréhension plus fine les différentes dynamiques (sociales, historiques, culturelles...) à l'œuvre sur un territoire et les différentes échelles (géographiques, administratives...) qui prévalent dans les usages des populations et ainsi répondre aux problématiques rencontrées de façon plus globale. L'accès à l'eau, à un service de gestion des déchets, à l'énergie ne peuvent être abordés uniquement via une réponse technique. Il est nécessaire de comprendre le contexte et les spécificités locales, les rapports sociaux et les interactions entre acteurs pour proposer des actions adaptées. En fonction de la problématique concernée, le territoire est également variable que ce soit une ville, un quartier, une aire de desserte de santé, un bassin économique ou un bassin versant. C'est sur la prise en compte de ces différents éléments qu'ID fonde son approche territoriale.

4 PILIERS POUR FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE LOCALE EN PARTAGEANT LA PRISE DE DÉCISION

INSUFFLER UNE CITOYENNETÉ ACTIVE AU SERVICE DE PROJETS CONCRETS

L'implication de toutes et tous est au cœur de la démarche engagée dans les projets Citoyenneté & Territoires d'ID. Accompagner les personnes pour qu'elles prennent conscience de leur rôle, de leur devoir et de leur possibilité afin que chacun-e gagne en confiance et ainsi puisse prendre toute sa place dans la définition des réponses aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux de leur territoire.

LA CONCERTATION ENTRE DIFFÉRENTS GROUPES D'ACTEURS

La gouvernance locale est émergente dans les pays où ID intervient et les collectivités territoriales disposent de faibles moyens et compétences pour mettre en œuvre les responsabilités et les services à la population qui leur sont confiés et y faire vivre la démocratie. Afin d'améliorer la coopération entre les différents acteurs d'un même territoire (collectivités territoriales, associations, services de l'État, secteur privé...), ID renforce leurs capacités d'action et leurs compétences par le faire ensemble afin de prendre une réelle place dans la vie de la cité : planification du développement local ; réalisation, financement et gestion d'ouvrages ou de projets d'intérêt général répondant aux besoins essentiels exprimés par la population ; formations et accompagnement en direction des communes, des associations...

LA CITOYENNETÉ ACTIVE PAR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Pour que les citoyennes et citoyens prennent leur place au cœur de la décision, ID accompagne des dynamiques de concertation leur permettant de réellement participer via le dispositif cité ci-dessus. En amont, ID anime des sensibilisations citoyennes afin de créer un lien de confiance avec la collectivité locale et l'ensemble des acteurs : rôles des représentant-e-s au sein de l'exécutif local, contrôle de l'action publique, fonctionnement de la fiscalité locale - impôts et taxes légales... Donner accès à ces connaissances permet que chacun-e se sente légitime à intervenir dans la vie publique locale. En parallèle ID accompagne les collectivités locales à mieux rendre compte et expliciter à la population les actions mises en œuvre.

L'INCLUSION DE TOUTES ET TOUS

ID renforce le pouvoir d'agir et la possibilité pour toutes et tous de participer à la définition des axes de développement de leur territoire. Pour cela, ID met un accent particulier sur l'inclusion des groupes sociaux habituellement peu écoutés voire discriminés : femmes, jeunes, minorités ethniques.

Travailler avec eux grâce à des méthodes d'animation spécifiques : groupes de parole, théâtre-forum, actions de promotion de leurs droits, permet ainsi de leur donner un réel espace d'expression de leurs besoins.

Conformément à son projet associatif, ID fonde ses actions sur l'appui et le renforcement d'acteurs locaux émergents (collectivités territoriales, organisations de la société civile, groupes vulnérables). Avoir des acteurs locaux forts, en mesure de penser et de piloter le développement de leur territoire, permet de concrétiser un futur co-construit et d'assurer à terme des services publics de qualité aux habitant-e-s.



DES PROJETS SUR MESURE POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

ID ADAPTE SON INTERVENTION SELON LES BESOINS DES DIFFÉRENTS ACTEURS :



LE RENFORCEMENT DES COLLECTIVITÉS

TERRITORIALES PAR ID

AUTODIAGNOSTIC ET ETABLISSEMENT DU PARTENARIAT

Afin d'identifier les besoins en renforcement des collectivités, ID réalise une étude de faisabilité. Une convention de partenariat entre ID et les communes cadre les actions de renforcement d'ID, les engagements, les relations et les responsabilités de chacun.

RENFORCEMENT DES COMMUNES



CAPITALISATION DES BONNES PRATIQUES

Un dispositif transversal de capitalisation et d'apprentissage est mis en œuvre afin de faire monter en compétences l'ensemble des acteurs et disséminer les pratiques innovantes

LES GRANDES THÉMATIQUES D'ID

Face aux grands enjeux de notre temps : lutte contre le dérèglement climatique, mobilisation citoyenne, développement économique soutenable, ID porte des projets à forte valeur sociétale. Notre ambition : que chaque personne se sente investie et actrice du développement du territoire sur lequel elle vit.

Pour des impacts positifs, ID a fait le choix de

- Travailler à l'échelle du territoire : une ville ou une région, un quartier, un bassin versant ou un district sanitaire ou scolaire... Notre intervention se positionne au plus près des besoins et ressources des citoyen-ne-s en matière de santé, d'eau et d'assainissement, d'accès à une énergie durable, d'éducation ou de développement économique.

- Renforcer les compétences des acteurs locaux associatifs et/ou institutionnels, des entrepreneur-euse-s et des citoyen-ne-s : ce sont les acteurs positifs du développement de leur territoire, les réponses et les actions qui en découlent doivent être identifiées et portées par celles et ceux qui identifient le mieux les défis à relever et les actions nécessaires.

- Lutter contre le dérèglement climatique : sécheresses, inondations, cyclones et ouragans, autant de phénomènes climatiques extrêmes qui se multiplient... les conséquences du dérèglement climatique impactent plus fortement encore les populations déjà très vulnérables. ID travaille à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et renforce les capacités des populations face aux impacts du dérèglement climatique.

Nos projets comportent systématiquement un objectif de renforcement du pouvoir d'agir afin de donner les moyens aux acteurs institutionnels et/ou associatifs, aux entrepreneur-euse-s et aux citoyen-ne-s de gérer par et pour eux même leurs propres réponses aux grands enjeux de leur territoire.

1 PAS DE PAUVRETÉ	2 FAIM «ZÉRO»	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT	7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE	8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE	10 INÉGALITÉS RÉDUITES	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES	12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	14 VIE AQUATIQUE	15 VIE TERRESTRE	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS	OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE		



13.4%



EAU, ASSAINISSEMENT ET DÉCHETS

- > **22 000 personnes** formées aux principes de l'hygiène et aux enjeux de l'assainissement

- > **95 pompes** à motricité humaine réhabilitées ou construites

- > **300 Organisations de la société civile** renforcées dans leur rôle de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement

- > **8 500 mètres** linéaires de caniveaux curés

- > **350 mètres cube** de déchets évacués des caniveaux

MBAIRO François, Association des animateurs pour le Développement Rural et Urbain (ADRU), partenaire d'ID dans le projet « Amélioration de l'accès à l'assainissement et à la gestion des boues à Moundou » Tchad

« C'est une vraie réussite car les activités de sensibilisation dépassent largement les prévisions et plus de 20 000 personnes toutes catégories confondues ont ainsi été touchées sur la durée du projet ».





CLIMAT, ÉNERGIE ET FORÊT :

- > **34.000 Tonnes** Equivalent CO2 économisées
- > **430 artisans soudeurs ou forgerons** formés à la fabrication d'équipements de cuisson de qualité (cuiseurs ou foyers de distillation)
- > **420 kits solaires** vendus
- > **160 revendeurs et revendeuses** formés à la gestion d'entreprise
- > **1.800 solutions de cuisson** améliorées vendues (cuisseur, foyer de distillation)
- > **12.000 familles ou micro entreprises** acheteuses de solutions de cuisson améliorée
- > **117.000 arbres plantés** au Sénégal et aux Comores
- > **1.500 hectares** de terres salées reboisées au Sénégal depuis 10 ans

19.1%

Edith MEMLEMEM, Membre de l'Union des femmes de Tilo- Tchad

« Notre rôle, ce n'est pas un rôle habituel dans un projet porté par une ONG parce que dans cette expérimentation biocombustibles, nous n'avons pas seulement suivi une formation, nous nous sommes appropriées les techniques et nous sommes ensuite devenues des formatrices. »

Silla ROUDENODJI, Membre de l'Union des femmes de Tilo, Tchad

« En tant que femmes rurales, nous sommes très fières de contribuer à la préservation de l'environnement. »



6.8%

ÉDUCATION

- > **57 000 élèves** bénéficient de conditions de scolarité améliorées
- > **50 écoles et 100 associations** de parents d'élèves en charge de la gestion de l'école accompagnées
- > **78% des enfants** du cycle primaire sont admis en classe supérieure
- > Réduction du taux d'absentéisme à **4%**
- > **32%** des enseignant-e-s ont accompagné-e-s d'une formation en français

ÉDUCATION CITOYENNETÉ ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

- > **230 étudiants** formés et sensibilisés aux enjeux de la solidarité internationale
- > **14 projets innovants** visant à lutter contre le dérèglement climatique
- > **5 modules de sensibilisation** proposés : jeu de rôle sur les énergies, fresque du climat, simulations de COP climat etc.

Responsable de formation de l'IUT Génie mécanique et productive de Bordeaux

« Faire travailler les étudiants sur une situation réelle où ils peuvent contribuer à soutenir des projets améliorant les conditions de travail d'autres personnes est enrichissant »



Docteur Bergel CASSION, Directeur médical du centre de santé de Mare Rouge. Haïti

« Beaucoup de femmes enceintes s'adressent aux matrones (accoucheuses traditionnelles). Elles sont très reconnues dans la communauté, mais elles ne connaissent souvent pas toutes les pratiques, ou n'ont pas le matériel. Les femmes enceintes, qui viennent ici au centre de Mare Rouge, trouvent de meilleurs services de santé. Ce qui nous intéresse avec le projet porté par ID, c'est que nous pouvons mieux nous organiser grâce au renforcement de capacités. Nous pouvons aussi mieux travailler ensemble avec les matrones pour prévenir les complications. »



CITOYENNETÉ ET TERRITOIRES

38,2%

- > **1 625 000 habitant-e-s** bénéficient de services essentiels améliorés
- > **330 élu-e-s ou agents de collectivités** issu-e-s de collectivités territoriales formé-e-s à une gestion optimisée de leur collectivité
- > **360 OSC renforcées** et en capacité de participer à la vie publique locale
- > **2 850 citoyen-ne-s formé-e-s** et en capacité de participer activement à la vie publique locale
- > **165 équipements** issus des plans de développement communaux construits : marchés, hangars, pompes à motricité humaine, centres de santé, blocs latrines etc.

Membre du Comité de Développement du 4ème arrondissement, Moundou, Tchad

« Je suis capable aujourd'hui de me renseigner avec précision sur mon arrondissement et quartier. [...] Nous devrions tous participer aux actions de développement afin de rendre compte des forces et faiblesses de notre territoire. L'outil cartographie participative a été un élément très important pour nous durant tout le processus d'élaboration et de mise en œuvre de notre Plan de Développement d'Arrondissement [...] pour avoir aussi une vision globale commune et orientée de nos ressources.»



22.5%

SANTÉ

- > **50 collectivités territoriales** bénéficiant d'un accompagnement pour renforcer l'offre de soins de santé sur leur territoire
- > **455 000 personnes** bénéficient de soins de santé de meilleure qualité
- > **630 professionnels de santé** bénéficient d'un renforcement de compétences professionnelles
- > **90 associations ou organisations de la société civile** bénéficient d'un renforcement de compétences pour mieux jouer le rôle de relais entre les institutions sanitaires, les collectivités et les populations

LES FAITS MARQUANTS



2020 UNE ANNÉE DE TRANSITION

L'année 2020 aura été marquée par l'incertitude et les réajustements. Après un premier temps de mise à l'arrêt des programmes dans la plupart de nos pays, les équipes d'ID se sont rapidement mobilisées pour continuer à assurer leur appui.

Elles ont également profité de ce temps pour sensibiliser les équipes locales, les partenaires et les bénéficiaires aux gestes barrière et à la conduite à tenir pour se prémunir de la Covid-19 et développer notre résilience face à la crise.

Une mobilisation sans faille

Une assemblée générale en présentiel !

Dans un contexte incertain, ID a réussi à tenir son assemblée générale annuelle en septembre à Poitiers en présentiel !

Ce fut un réel plaisir d'accueillir la nouvelle équipe municipale tout juste élue, et la trentaine d'adhérentes et d'adhérents qui se sont joints à l'équipe d'ID

Une cop climat en visio !

En novembre, l'équipe DEFIS a réussi à mobiliser plus de 150 personnes en visio pour l'organisation de sa première COP climat virtuelle ! Lors de cet exercice dématérialisé, les étudiant-e-s participant ont joué le rôle des états signataires présents pour négocier et entériner des accords sur la réduction des émissions anthropiques de gaz à effet de serre, avec des objectifs communs ou différenciés. Une prouesse pour l'équipe de Défis de réunir et de faire participer ces personnes à l'appréhension des enjeux pour le climat !



TROIS NOUVEAUX PROJETS POUR ID

Bénin : renforcer la gestion sanitaire pour lutter contre l'épidémie.

La pandémie de la Covid-19 fait courir un risque accru aux pays en développement. La gestion de l'accès à l'eau et à l'assainissement s'est avérée encore plus essentielle quand le lavage des mains est un facteur pour limiter la dissémination de la maladie.

Appuyer la mise en place d'un service de gestion de l'assainissement est donc un enjeu primordial. Le Projet GIBOU (Gestion Intercommunale des Boues de Vidanges), financé par l'Agence Française de Développement et la Métropole du Grand Lyon, lancé en décembre 2020 dans le département du Mono en partenariat avec le groupement intercommunal du Mono, vise à sécuriser la collecte et la valorisation des boues de vidange d'assainissement.



Congo : le vivre ensemble au cœur de notre action.

2020 marquera la fin de deux programmes emblématiques d'ID au Congo, le programme d'appui à la filière Cuiseurs Économés à Brazzaville depuis 6 ans, et le programme ECODEL qui porte depuis 10 ans des interventions structurantes de développement local et de participation citoyenne dans le Pool et dans la Bouenza. Forte de cette expérience, ID a lancé dans le département de la Likouala, un nouveau programme, « Nzela » (« la voie » en lingala) destiné à renforcer les populations autochtones discriminées et à promouvoir les droits humains pour toutes et tous.

Madagascar : Hanitrana, le projet FYDECO fait des petits.

ID lance un projet frère de son projet d'accompagnement au développement éco-responsable de la filière de distillation de l'huile essentielle d'Ylang-ylang (FYDECO) mis en œuvre aux Comores depuis bientôt 10 ans. À Madagascar, Hanitrana (« senteurs des forêts » en langue malgache) s'inscrit dans une dynamique mixte de réduction de l'impact carbone de la distillation traditionnelle de la feuille de girofle et d'appui à la structuration de cette filière économique. Ce projet est mené en partenariat avec la GIZ et la fondation Givaudan.

UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR DIARO

DIARO phase 2 : expérimenter de nouvelles approches pour renforcer l'autonomie et la capacité d'initiative des acteurs locaux

L'Agence Française de Développement renouvelle sa confiance à ID en finançant 3 années supplémentaires du projet DIARO ! L'occasion de déployer les approches innovantes portées par ID pour accompagner le changement social : au Sénégal sur l'adaptation au changement climatique, en Haïti sur la santé maternelle et infantile, au Tchad et au Congo Brazzaville sur l'assainissement liquide...

9 partenaires expérimentent avec nous et échangent sur ces méthodologies pour un renforcement croisé.

ET UN ANCRAGE TOUJOURS RENFORCÉ DANS NOS PAYS D'INTERVENTION HISTORIQUES

SÉNÉGAL

Un succès pour la troisième édition du Salon de l'énergie solaire de Fatick organisée fin novembre 2020 par ID et son partenaire l'Agence Régionale de Développement de Fatick ! Plus de 800 personnes ont découvert 19 entreprises sénégalaises investies dans le secteur solaire dans le pays. Un événement qui a pris toute sa place dans le paysage sénégalais des énergies renouvelables, entre mise en valeur des savoir-faire et entreprises locales, valorisation des offres en matière de services (aide à l'emploi, formation, financement d'activités vertes... etc.) et ateliers de réflexions sur le secteur, ses financements, ses perspectives... Un événement essentiel pour cette région particulièrement touchée par la déforestation et le changement climatique !

TCHAD

Le dialogue élu-e-s / citoyen-ne-s : un RDV désormais régulier à Moundou. 160 personnes se sont réunies à l'occasion de la conférence citoyenne pour évoquer la gestion des services sociaux de base à Moundou. Cet événement a permis aux citoyen-ne-s de tout âge, de dialoguer avec l'exécutif communal et le conseil municipal sur les questions de développement urbain : santé, éducation, aménagement du territoire, infrastructures, etc. Un pas de plus pour renforcer la démocratie active pour les moundoulaises et moundoulais.

HAÏTI



La société civile reste mobilisée plus que jamais.

Le pays s'enfonce dans la crise politique : manifestations, blocages, violences, etc. Le report des élections présidentielles a aggravé la situation, fragilisant encore plus un système politique déjà à bout de souffle. Malgré ce contexte de défiance généralisée, les acteurs locaux se sont rapidement mobilisés pour organiser la riposte face à la Covid 19 : organisations de la société civile, personnels de santé, équipes municipales ont multiplié les émissions de radio et sensibilisations aux gestes barrière. ID a accompagné ces initiatives à travers ses programmes santé par des dotations matérielles et des appuis en renforçant les compétences d'animation/sensibilisation des personnels de santé, notamment les relais communautaires.

COMORES

Les travailleuses et les travailleurs de la filière s'organisent

La mise en place de rencontres annuelles entre tous les acteurs de la filière Ylang Ylang, suscitée par le projet FYDECO, en partenariat avec l'ONG comorienne 2Mains, a débouché en 2020 sur la création d'une interprofession de la filière de production d'huile essentielle d'Ylang Ylang. Une étape importante pour les travailleur-se-s de la filière pour, ensemble, faire respecter leurs droits et avoir accès à des rémunérations décentes.

2020 UNE ANNÉE D'ENGAGEMENT AU SERVICE DE L'HUMAIN ET DE LA TERRE

Protéger les forêts pour restaurer les écosystèmes

All4Trees est composé d'organisations engagées dans la lutte contre la déforestation et la restauration des écosystèmes par l'arbre. ID s'est joint à ce combat en signant plusieurs campagnes menées par All4Trees pour appeler décideurs, comme citoyen-ne-s à passer concrètement à l'action contre le dérèglement climatique.

- Le pacte *Zéro Empreinte Forêt* porté par All4Trees
- Act4Amazonia lancée par la communauté all4trees et le mouvement *On Est Prêt*
- *Together4forests* portée par All4Trees : campagne de mobilisation afin de demander à la Commission Européenne de préserver les forêts et notre avenir

L'accès à l'eau pour protéger la planète et les humains

2,2 milliards d'humains n'ont pas accès à l'eau potable dans le monde. Une situation encore plus dramatique dans le contexte de pandémie mondiale de la Covid-19. Coalition Eau regroupe des ONG, dont ID, qui interviennent pour l'accès à l'eau et à l'assainissement.

- Tribune *COVID-19 et eau potable : l'État en première ligne* portée par Coalition Eau
- Campagne nationale *L'Eau Est Un Droit* portée par Coalition eau

Un plaidoyer sociétal pour donner à la solidarité internationale une réelle place dans l'espace politique français !

ID est membre actif des collectifs le Mouvement Associatif et Coordination Sud, qui plaident pour l'octroi aux ONG de moyens nécessaires à l'exécution d'une politique de solidarité internationale ambitieuse.

- L'appel de Le Mouvement Associatif *Mettre la vie associative au cœur de nos choix de société*
- Lettre ouverte des ONG françaises au Président de la République via Médiapart *Appel à faire enfin de la solidarité internationale une priorité politique et de joindre la parole aux actes !* »





RÉPUBLIQUE DU CONGO

En 2020, Initiative Développement a poursuivi ses actions en faveur du développement local et d'une plus grande inclusion des populations vulnérables qui constituent le socle de son action dans le pays.

Le projet ECODEL (Economie et Développement Local) s'est achevé le 30 juin dernier. Il a clôturé 10 ans d'une démarche visant à promouvoir la démocratie locale, la citoyenneté et le développement économique dans les départements du Pool et de la Bouenza. Dans un pays encore marqué par une forte centralisation, l'approche d'ID a démontré toute sa pertinence afin de créer des dynamiques à des échelles locales. Cette approche a également été mise en œuvre dans le département voisin de la Lékoumou, où 3 districts ont vu une approche similaire être déployée, avec en plus une dimension «droits humains», ciblant particulièrement les femmes et les populations autochtones. Ces groupes sont en effet particulièrement marginalisés, et un développement local harmonieux ne peut se faire sans agir aussi sur cet aspect, notamment en offrant davantage de cadres de concertation.

En 2020, ID a débuté un projet dans le département de la Likouala, à l'extrême nord du pays. Celui-ci vise à contribuer à l'amélioration la situation des populations autochtones, qui sont soumises à de fortes discriminations.

Enfin, le programme FCE (Foyers Cuiseurs Economes) mené dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire s'est également achevé après 6 ans, laissant une filière d'artisans et de distributeurs en émergence. Plus de 7 000 foyers - 2 fois moins gourmands en bois et émetteurs de fumée - ont été distribués dans le pays, contribuant à réduire la pression sur la forêt du bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète.

MISE EN PLACE

Dans le cadre des projets de développement local (DL), ID a travaillé avec des CDL (Comités Locaux de développement), structures associatives locales à l'échelle du district, regroupant des autorités, des membres de la société civile locale et représentants des populations.

Ces CDL ont été mis en place avec l'appui d'ID, à travers les projets. En plus des CDL, ID a bien évidemment aussi des partenaires locaux avec lesquels elle mène ses projets.

Dans le cadre des projets de développement local (DL), ID a travaillé avec des CDL (Comités Locaux de développement), structures associatives locales à l'échelle du district, regroupant des autorités, des membres de la société civile locale et représentants des populations. Ces CDL ont été mis en place avec l'appui d'ID, à travers les projets. En plus des CDL, ID a bien évidemment aussi des partenaires locaux avec lesquels elle mène ses projets. Ceux-ci sont choisis avec soin et en fonction des compétences spécifiques qu'ils peuvent apporter au sein de consortiums cohérents. Ainsi, le partenariat s'est poursuivi avec la Fondation NIOSI dans le cadre du projet ECODEL, allié spécialisé et historique d'ID pendant 10 ans de démarche DL dans le Pool et la Bouenza. Un partenariat a également été initié avec les conseils départementaux du Pool et de la Bouenza ainsi qu'avec celui de la Lékoumou, puisqu'ID intervient aussi dans ce département via une démarche DL et Droits Humains. Dans ce département et en plus des CDL, ID mène son projet en partenariat avec deux acteurs spécialisés, l'un dans le développement local (le CERPAC), et l'autre dans les populations autochtones (l'APDPA-PV). Ces deux organisations locales se voient donc confier des activités en propre, relevant de leurs mandats.

En 2020, ID a débuté le projet NZELA dans le département de la Likouala, pour lequel nous nous appuyons sur l'expertise de l'Ordre de Malte France (OMF) pour son ancrage territorial et sur deux autres partenaires, APVPS et Apifl ordev, spécialisés dans la mise en place d'activités génératrices de revenus (AGR) agricoles et apicoles. Là aussi, un lien privilégié est tissé avec les autorités locales.

Enfin, dans le cadre du projet FCE, ID a continué de s'appuyer sur les compétences de l'ASDB (Association des Salésiens de Don Bosco) qui a contribué à la formation des artisans.

Fin 2020, le pôle PAR d'ID et la direction Congo ont été sélectionnés dans le cadre d'une prestation de services par le CFSI, pour accompagner la Cellule Exécutive du PCPA Congo dans l'autonomisation de 15 dynamiques collectives d'organisations et le transfert de la capacité d'animation de la concertation à des délégués des dynamiques. Cet accompagnement a démarré fin 2020 et se déroulera sur l'année 2021.

PARTENAIRES

Financiers :

AFD : Agence Française de Développement
UE : Union Européenne
RNA : région Nouvelle Aquitaine
Fondation Air Liquide

Terrains :

Conseils Départementaux du Pool, de la Bouenza et de la Lékoumou
Ordre de Malte - France
Fondation Niosi
CERPAC : Centre d'Echanges et Ressources pour la Promotion des Actions Communautaires
APDPA-PV : Association pour la Défense des Peuples Autochtones et des Populations Vulnérables



LES PROGRAMMES

NZELA – Amélioration des conditions de vie des populations isolées du district d'Enyellé et villages limitrophes par l'émergence d'une société civile locale structurée et l'accès à des soins de qualité

République du Congo, département de la Likouala, district d'Enyellé réparti sur les axes Bétou, Pokola et Impfondo (3 villages par axe) et la communauté urbaine (CU) d'Enyellé

Concernant le volet «développement local et droits humains», la stratégie d'action s'est initialement portée vers une démarche de concertation inclusive fondée sur les expériences conduites par ID en République du Congo, afin d'impliquer le plus largement possible les habitantes et les habitants dans la définition de réponses adaptées à leurs besoins. Pour la première fois, ID va mener un projet dans le district d'Enyellé, département de la Likouala, territoire enclavé à l'extrême nord du Congo, à la frontière avec la République Centrafricaine et le Cameroun. Dans le cadre d'un consortium porté par l'Ordre de Malte France (OMF) qui intervient déjà à Enyellé, au cœur de la zone du projet, sur des thématiques santé, ID va intégrer un pan développement local et droits humains, inspiré de l'expérience ADEL-DH menée dans le département de la Lékoumou. Le district d'Enyellé est en effet marqué par de forts déséquilibres dans l'accès aux droits et à la citoyenneté entre communautés bantous et autochtones, et les enjeux d'inclusion des populations autochtones restent encore à un stade précoce. Au vu de ce constat, le projet NZELA œuvre à mettre en place les bases nécessaires pour envisager, à l'avenir, une véritable coopération et concertation entre les deux communautés dans le développement de leur territoire. Concrètement, cela se traduit par un appui au renforcement des droits humains au travers des sensibilisations et du plaidoyer, la mise en place d'activités économiques nourrissant le développement local, et par un accompagnement à l'amélioration de la relation entre les deux communautés.

Après un travail préparatoire qui a été ralenti par la crise du Covid-19, l'équipe du projet a pu être constituée et rejoindre Enyellé dès le début du mois de septembre pour les premières rencontres auprès des autorités et communautés locales, et le lancement des premières activités qui se déploieront à l'horizon 2021, avec le soutien de l'Union Européenne en tant que nouveau partenaire.

MISE EN OEUVRE

Initiative Développement (ID) a la charge de mettre en oeuvre des activités de sensibilisation, de plaidoyer en faveur des droits humains, et de dialoguer avec les référents et les autorités locales pour renforcer les capacités de ceux-ci. Elle est également à l'initiative et au développement de la démarche d'amélioration de la relation de dépendance qui lie les communautés locales (bantous) et les peuples autochtones, démarche innovante qui s'appuie sur le savoir-faire développé par notre ONG grâce aux approches orientées changement (AOC).

L'Association Professionnelle pour la Valorisation des Produits forestiers et Subsidiaries (APVPS) porte l'identification et la réalisation des activités génératrices de revenus (AGR) auprès des Baakas et des Bantous, ainsi que la procédure d'appui à l'obtention des pièces d'état civils.

L'Ordre de Malte France (OMF) est en charge des activités liées à la santé (CSI, unités de clinique mobiles et sensibilisations).

APIFLOREDEV met en oeuvre les activités apicoles sur le territoire.



BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 40 Baakas et 40 Bantous maîtres (milos) accompagnés dans l'amélioration de leur relation
- 40 bénéficiaires des activités apicoles (distribution des ruches + formation)
- 80% des autorités locales renforcées sur les dernières évolutions de la législation en matière de droits humains
- 400 Bantous et 300 Baakas sensibilisés aux droits humains
- 800 baakas bénéficiaires d'un acte de naissance et d'une carte d'identité

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- les 400 000 habitants du district, dont 40% de la population autochtone

VERBATIM

Membres de la communauté locale consultés durant le Consentement libre informé et préalable (CLIP) :

M. Yoko, homme aka - Village Akolo,

« Je suis le chef du village à Akolo, je suis autochtone. Je suis très content de voir les gens qui sont venus de loin pour travailler ensemble avec nous. »

Nzanga Raicha, femme aka – Enyellé

« Ici à Enyellé les autochtones n'ont pas une bonne connaissance de la manière dont ils peuvent s'intégrer. Regardez par exemple dans les villages comme Mokabi. Là-bas, les femmes autochtones vendent leurs marchandises comme les femmes bantoues. Ici, à Enyellé, nous avons besoin d'une aide financière pour que les femmes autochtones d'Enyellé puissent faire de même. Nous aussi nous voulons nos activités comme dans d'autres villages. Les villages de nos voisins sont déjà développés, mais pourquoi pas chez nous ? »

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 74 participants au CLIP, 32 femmes et 42 hommes, autochtones favorables à la démarche du programme
- 1 diagnostic territorial réalisé
- 1 équipe projet recrutée à 100%

DESRIPTIF

Dans la Likouala, région reculée du nord du Congo de 200 000 habitants, dont environ 31% de populations autochtones, les discriminations à l'égard des peuples semi-nomades sont particulièrement fortes et ancrées dans les mœurs locales. Dans le district d'Enyellé, environ 40% de la population est autochtone, issue de l'ethnie Aka, pourtant le territoire reste marqué par une forte domination des Bantous sur les peuples autochtones, qui se traduit encore parfois dans une relation d'asservissement très forte. Les échanges économiques et l'accès aux droits sont déséquilibrés au profit des Bantous, même si ceux-ci vivent aussi généralement de manière précaire y compris quant à l'accès à leurs droits.

Face à cette situation, le programme NZELA (2020 – 2024), cofinancé par l'AFD et l'Union Européenne, a pour objectif de réduire les inégalités des populations marginalisées de la Likouala, notamment les Baakas, à travers deux volets : un volet «développement communautaire», porté par ID, APVPS et APIFLOREDEV, et un volet «santé», porté par l'OMF. Dans son premier volet, le programme propose 4 axes d'actions : (i) la documentation de la situation des droits humains dans le district afin de susciter une prise de conscience des acteurs des enjeux sur cette question ; (ii) le renforcement des capacités des Baakas à promouvoir et à défendre leurs droits par eux-mêmes ; (iii) la mise en œuvre de soutien aux initiatives de développement local préexistantes en vue de soutenir l'autonomisation économique des groupes les plus vulnérables ; (iv) enfin la mise en place d'un cadre de concertation afin d'initier un dialogue multi-acteurs et inter-communautés visant à faciliter la participation des Baakas à la gouvernance locale du développement. Initialement orientés autour de la création de ce cadre de concertation, les premiers échanges menés sur le terrain ont amené à proposer un aménagement de ce volet, afin qu'il soit plus orienté sur le renforcement des capacités des Baakas, mais surtout qu'il prépare les bases d'une concertation territoriale pensée à plus long terme compte tenu du climat de méfiance, voire d'hostilité, existant entre les deux communautés.

Après un travail préparatoire qui a été ralenti par la crise du Covid-19, l'équipe du projet a pu être constituée et rejoindre Enyellé dès le début du mois de septembre. Avant le démarrage effectif des activités, plusieurs rencontres ont été organisées auprès des parties prenantes, notamment des communautés Bantoue et Aka, des autorités et des partenaires, pour présenter la démarche, faciliter la compréhension des enjeux et permettre le positionnement de chaque acteur intervenant lors de la mise en œuvre du programme.

Des consultations en langue locale ont également été faites avec des institutions et représentants des Baakas, des chefs coutumiers et des chefs de villages, ainsi que

des leaders communautaires (relais communautaires de l'OMF, enseignants des écoles ORA, travailleurs de la CIB, etc.). Cette étape préliminaire a permis de s'assurer du consentement libre, informé et préalable (CLIP) des communautés autochtones et d'avoir une meilleure compréhension de la situation, des différents groupes des Baakas et des institutions. Plus de 74 membres de la communauté ont participé, dont 23 dans la communauté urbaine d'Enyellé et les autres dans les villages alentours. Il est ressorti des différentes consultations une grande motivation pour la démarche, et un certain soulagement des Baakas dans le simple fait d'être écoutés et sollicités dans le cadre d'une problématique au sein de laquelle ils sont parties prenantes. Les leaders Baakas ont salué l'initiative et la considération du groupe auquel ils appartiennent.

Suite à ces rencontres, la réalisation du diagnostic territorial a pu être conduite auprès des ménages, des autorités locales, des organisations de la société civile et des entreprises d'exploitation forestière de la zone. Au-delà de permettre aux équipes de se doter d'une meilleure connaissance du district d'Enyellé, de ses problématiques et opportunités de développement, et des jeux d'acteurs s'y déroulant, cette étude a permis d'apporter des orientations sur les activités de sensibilisation et les activités génératrices de revenus pouvant être envisagées dans le cadre des activités d'appui prévues en 2021.

Enfin, la rencontre des premiers bénéficiaires de l'appui APIFLORDEV sur l'apiculture a permis de capitaliser sur les précédents projets du partenaire et d'anticiper certains points d'attention à anticiper pour la mise en œuvre des activités en 2021, notamment l'entretien et la protection du matériel et le prix de vente du miel.

L'année 2021 est très attendue et verra l'intégration d'un volet renforcé de promotion des droits humains (DH) grâce au soutien de l'UE obtenu en fin d'année 2020. Ce volet DH mettra l'accent sur l'évaluation et le monitoring de la situation des droits et la sensibilisation, la formation et le plaidoyer sur les différentes thématiques des droits des populations autochtones, représentées au travers de la loi 5-2011. La première moitié de 2021 sera l'occasion de démarrer un travail de concertation auprès des autorités départementales pour valider une charte d'engagement en faveur des DH. Elle sera aussi de lancer la démarche d'amélioration de la relation entre les volontaires Baakas et Bantous souhaitant être accompagnés, et de démarrer des premières activités génératrices de revenus auprès des deux communautés. Les célébrations des journées spéciales, notamment la journée des peuples autochtones le 9 août, seront autant d'occasions de rassembler les acteurs du territoire autour de la thématique des droits humains et de valoriser le patrimoine local et la participation des Baakas, afin qu'ils puissent devenir acteurs de leur émancipation.

PFCE 2 CONGO - Programme Filière Cuiseurs Economes au Congo - phase 2

République du Congo, Brazzaville et Pointe-Noire

2020 a marqué la dernière année du programme PFCE 2 au Congo après 6 ans, principalement à Brazzaville puis avec une extension à Pointe-Noire. Une petite filière a commencé à se structurer dans les deux villes, à travers un réseau d'ateliers et de points de vente. Une gamme de cuiseurs économiques «Congo Mbote» a été créée, avec 3 modèles (petit - moyen - grand), mixtes bois/charbon (sauf le grand) afin de répondre à différents usages, allant de l'individu seul aux professionnels de la restauration (fumeuse de poissons, productrices de pain de manioc...)

En 2020, l'accent a été mis sur la communication la plus large possible sur le produit, à travers des campagnes de communication, des démonstrations, etc. Alors que les ventes commençaient réellement à décoller, la crise Covid a stoppé assez brutalement cet élan, bien que la dynamique soit repartie en fin d'année.

MISE EN OEUVRE

ID s'est associée avec l'ASDB (Association des Salésiens de Don Bosco) pour la partie formation des artisans, en particulier les jeunes, ainsi qu'avec l'IECD qui a été prestataire de formation en gestion entrepreneuriale. Toutefois, en 2020, l'accent ayant été mis sur la communication, c'est surtout ID qui a été au cœur de l'action tout en cherchant au maximum à autonomiser les acteurs de la filière.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 146 acteur.ice.s de la filière: 146 acteurs (femmes et hommes) de la filières, dont 104 artisans soudeurs et apprentis, 13 points de vente (42 employés)
- 100 microentreprises utilisatrices de CE (restaureuses et productrices de pain de manioc)
- 7 290 ménages utilisateurs de CE Congo Mboté depuis le début du projet.

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- près de 40 000 personnes (à raison d'une moyenne de 5 personnes par ménage utilisateur)



VERBATIM

Maitte MATIKA, artisan-soudeur et producteur de Congo Mboté à Brazzaville, 35 ans.

«Avant, j'avais des problèmes avec la gestion de mes clients, je n'avais aucun retour sur le travail qu'on fournissait à l'atelier. Avec le programme FCE, j'ai bénéficié de conseils et d'échanges avec d'autres artisans pour améliorer mon travail et les procédures administratives comme réaliser des devis et des bons de commande et tout ce qui aide à la gestion. »

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 27 sensibilisations et démonstrations publiques autour des Congo Mboté organisées, plus de 500 ménages sensibilisés
- Coachings individuels des producteurs et distributeurs (femmes et hommes) renforcés par 6 sessions de formation en gestion des PME et marketing
- 16 espaces de rencontres et ateliers interacteurs des deux sexes organisés autour du développement et de la pérennité de la filière, via un travail d'accompagnement des acteurs et actrices de la filière à la définition de plans marketing ciblés.

DESRIPTIF

Le Congo est situé au cœur d'un bassin forestier exceptionnel; toutefois, celui-ci est de plus en plus menacé par la déforestation et en particulier à proximité des villes de Brazzaville et Pointe-Noire qui concentrent la moitié de la population du pays et qui ont des besoins énergétiques importants.

De fait, il existe une pression sur les régions proches de ces villes en matière de coupe de bois pour en faire du charbon, qui reste la principale source d'énergie, notamment de cuisson, pour les villes.

ID a œuvré donc à la mise en place d'une filière «cuisers économes» dans ces deux villes afin que, progressivement, les ménages puissent se doter de foyers améliorés permettant de faire cuire les aliments de manière plus rapide, tout en consommant 50% de charbon en moins et en émettant 45% de fumées toxiques en moins.

Le projet PFCE 2 s'est atélé à travailler sur l'ensemble de la filière, donc à la fois avec des artisans soudeurs (dont certains issus de milieux défavorisés) mais aussi avec des revendeurs. L'objectif est aussi de créer de l'activité économique.

2020 a été la dernière année du projet, et les principales activités se sont concentrées sur la promotion des cuiseurs économes et la structuration du réseau de points de vente. Après une année difficile suite à la crise économique, les ventes repartaient jusqu'au déclenchement de la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui a stoppé net cet élan (fermetures des points de vente pendant plusieurs semaines, retour de la crise économique, etc.). Toutefois, en fin d'année 2020, les ventes sont réparties et l'intérêt pour le produit « cuiseur » ne s'est pas démenti. En outre, des tests ont été faits dans des régions en périphérie de Brazzaville, afin d'élargir la zone d'intervention et de réfléchir à une diffusion de CE pérenne en zone périurbaine où la pression sur le bois-énergie reste particulièrement forte.

Les retours ont été très positifs et nous guident pour une éventuelle suite. Les sessions de concertation entre producteurs et revendeurs organisées par ID ont aussi permis d'encourager les synergies entre les différents maillons de la filière, tout en contribuant à rendre la filière plus équitable, au travers d'une réflexion sur la répartition des marges bénéficiaires et l'accroissement des capacités d'autofinancement du réseau des revendeurs.

Bien que le PFCE2 soit maintenant terminé, des perspectives intéressantes existent, et plusieurs pistes sont en cours d'exploration pour reprendre le projet - sans doute sous une forme un peu différente - à compter de l'année 2022.

« Renforcer dans trois districts de la Lékoumou le rôle de la société civile pour promouvoir le respect des droits humains et consolider l'Etat de droit »

 **République du Congo, département de la Lékoumou, districts de Bambama, Komono et Zanaga**

Au tout début de l'année, la plus grande difficulté a été l'interdiction de rassemblement et les limitations de mouvements entre districts à cause de la pandémie de la Covid-19.

Dans le district de Komono, l'année 2020 a été marquée par la validation d'un plan de développement local, fruit d'une démarche minutieuse de diagnostic territorial questionnant à tous les niveaux la place des femmes des jeunes et des autochtones, et mettant en lumière des actions claires pour apporter des solutions aux problématiques à la fois de développement local (DL) et de droits humains (DH).

A Zanaga et Bambama, à l'issue de nombreux ateliers de réflexion et entretiens avec les jeunes, les femmes et les autochtones, deux rapports sur la situation des droits humains ont été rédigés et validés en assemblée générale de CDL. Ces processus de diagnostic DL-DH et de planification concertée ont abouti au choix de 10 projets structurants d'amélioration des conditions de vie et de respect des droits des populations dans la zone d'action. Leur mise en œuvre est en cours et se poursuivra jusqu'à la fin de 2021.

Enfin, un appel à microprojets «développement local et droits humains» a été conduit dans les trois districts par chaque CDL aboutissant à la sélection de porteurs de projets femmes, jeunes, autochtones et bantous.

MISE EN OEUVRE

ID est le responsable de la réalisation du programme. Elle coordonne l'ensemble des volets d'activités, avec une expertise reconnue de structuration et d'accompagnement de cadres de concertation (CDL) dans l'animation et la planification du développement local.

- Le Centre d'Echanges et Ressources pour la Promotion des Actions Communautaires (CERPAC) accompagne les groupements et unions dans leur montée en compétences entrepreneuriales.
- L'Association pour la Protection des Droits des Peuples Autochtones et Populations Vulnérables (APDPA-PV) assure les sensibilisations et la promotion des droits humains, en particulier à destination des peuples autochtones
- Les CDL de Bambama, Komono et Zanaga sont les principaux bénéficiaires et acteurs en première ligne pour la mise en œuvre des PDL et la sélection des microprojets issus de ces plans. Ces CDL sont au cœur de la démarche de concertation et d'animation du développement local, et c'est à ce titre qu'ID et ses partenaires s'emploient dans leur renforcement grâce à un accompagnement continu mettant en avant l'apprentissage par la pratique.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 3 comités de développement local (CDL), soit environ 200 personnes dans 3 districts ;
- 1 conseil départemental
- 2 communautés urbaines soit environ 140 personnes ;
- Les organisations de la société civile et les organisations communautaires (groupements et unions locales), soit environ 100 personnes / Focus mis sur l'appui aux groupes vulnérables (femmes, jeunes et peuples autochtones)
- Porteurs de microprojets DL soutenus soit 69 personnes dont 24 femmes
- Porteurs de microprojets DH soutenus soit 10 personnes dont 1 femme
- Autorités locales formées soit 199 dont 22 femmes
- Personnes ayant participé aux ateliers et formations soit 904 dont 239 femmes

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- Population des 3 districts soit un total de 38 000 habitants, dont les autochtones, femmes et jeunes
- 905 bénéficiaires directs des projets des CDL
- 345 personnes dépendants des porteurs de projets

VERBATIM

KOUYA Norbert, 58 ans, représentant des autochtones dans le bureau exécutif du CDL de Bambama

«Au départ même moi, qui suis membre du bureau exécutif du CDL, je ne croyais pas qu'il pouvait y avoir un changement. Vous savez, nous avec les Bantous, nos rapports datent de longtemps. Avant, un autochtone ne pouvait pas aller rendre visite à un bantou, jamais. Depuis qu'on me voit dans le bureau du CDL avec les bantous, la peur du bantou a diminué. Avec les sensibilisations que nous faisons chaque fois, mes frères autochtones comprennent qu'ils ont les mêmes droits que les bantous. Regardez aujourd'hui dans le restaurant à côté, il n'y a plus de verre marqué pour les autochtones. Avant, quand tu rentrais dans un restaurant et que tu étais autochtone, tu avais le droit à un verre en plastique sale qui trempait dans une casserole. Ma communauté profite aussi des projets conduits par le CDL. A l'unité de transformation de manioc mise en place par notre CDL, ce sont les autochtones de vouka qui fournissent les feuilles de marantacées, le bois et l'eau. C'est pour cela que je suis aussi fier d'être dans le CDL parce que cela profite aux autochtones. Avant, on ne voyait pas un projet avec des Bantous et des autochtones ensemble. C'est pour cela que le CDL de Bambama doit rester pour longtemps.»

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 11 projets prioritaires mis en œuvre par les CDL
- 69 microprojets financés pour les populations
- 12 microprojets Droits Humains sélectionnés
- 3 plans de développement local élaborés
- 39 journées de formations et d'ateliers
- 10 plaidoyers réalisés par les CDL
- 3 rapports sur la situation des droits Humains

DESCRIPTIF

Intervenant depuis 2016 dans le département de la Lékoumou, l'un des plus pauvres de la République du Congo et marqué par une insécurité alimentaire prégnante et récurrente, ID s'est engagée dans l'appui et la structuration de la société civile, pour agir en faveur du développement local et de la préservation des ressources environnementales à travers des processus de concertation et de participation citoyenne. En décembre 2018, la première phase du programme ADEL, conduit avec l'ONG de conservation Wildlife Conservation Society, se clôturait. Après 2 ans de mise en œuvre, le programme a rapidement pu constater la vulnérabilité de trois groupes d'habitants des deux districts d'intervention : les femmes, les jeunes et les autochtones. Les premiers éléments de diagnostic démontrent la situation de déconsidération, les discriminations et la marginalisation de ces groupes.

Afin de répondre à ces enjeux, le programme « Renforcer, dans trois districts de la Lékoumou, le rôle de la société civile pour promouvoir le respect des droits humains et consolider l'Etat de droit » s'est engagé depuis 2018 dans la poursuite de la promotion du développement local, tout en y associant la défense et le développement des droits humains des plus marginalisés, à savoir les peuples autochtones (20 % de la population), les femmes et les jeunes. Afin de promouvoir un changement plus global de regards et de considération des groupes discriminés dans le secteur, un partenariat entre ID, le CERPAC et APDPA-PV a été établi pour promouvoir la participation de ces trois groupes particuliers au développement de leur territoire.

Le lancement de ces actions a été délicat et, à ce titre, l'année 2020 a été consacrée à construire les fondations de la nouvelle coopération avec les autorités locales, les comités de développement local (CDL) de Zanaga et Bambama afin de ne frustrer personne dans la mise en œuvre de cette nouvelle démarche de promotion des droits humains. A Komono, le cadre de concertation constitué en 2020 a réalisé une monographie minutieuse de son territoire. Le CDL a été très sensible à la question de la vulnérabilité des femmes, jeunes et autochtones en faisant l'état des lieux de leurs difficultés d'accès aux droits et aux services essentiels. Ce document a abouti à la rédaction du plan de développement

veloppement local (PDL), le premier intégrant les problématiques des groupes discriminés et un plan d'action pour l'amélioration de leurs conditions de vie et le respect de leurs droits. Ce PDL, dont la rédaction supervisée par le Comité Directeur (CD) du CDL a été validée en assemblée générale pour une mise en oeuvre en 2021, a donné lieu à deux actions structurantes contribuant à la promotion des Droits Humains, ainsi qu'à une action structurante pour la formation professionnelle des jeunes de Komono.

Dans les districts de Zanaga et Bambama, les deux CDL déjà constitués ont continué le déploiement de plaidoyers et de projets structurants qu'ils ont initiés en 2019. A Zanaga, le projet de plastification d'acte d'état civil se poursuit avec une implication très active des Autorités Locales (AL). A Bambama, les femmes ont vu leur autonomisation se concrétiser grâce à la mobilisation par le CDL d'un financement dédié à soutenir la seconde phase de leur projet de sécurité alimentaire. En parallèle, après une série d'enquêtes et d'ateliers menés auprès de groupes vulnérables marginalisés, ce sont trois rapports (un par district) sur la situation des droits humains qui ont permis de documenter la problématique dans chaque district. Ces temps d'écoute et d'échange avec les groupes discriminés se sont faits autour de groupes de travail non mixtes de femmes et d'autochtones. Grâce à ces échanges, les deux CDL ont pris conscience de l'ampleur des discriminations subies et ont engagé des réflexions sur les actions prioritaires à accomplir pour promouvoir le respect des droits des femmes et des autochtones à Zanaga et Bambama. Cela nécessite une bonne connaissance des textes de lois et décrets d'application en vigueur au Congo sur les droits humains, mais aussi une volonté de les mettre en application. Pour ce faire, les acteurs locaux (services de santé, éducation, police, gendarmerie, élus, services techniques préfectoraux et départementaux,...) ont participé à des ateliers de formation et de réflexion sur les droits humains faisant émerger de nombreuses propositions pour une mise en application effective des textes de lois, en particulier les décrets d'application de la loi 05/11 de 2011 portant promotion et protection des populations vulnérables en République du Congo.

Ensuite, dans les trois districts d'intervention, chaque CDL a organisé un processus d'appel à microprojets destiné à contribuer à la promotion des droits humains dans le district. Au total 69 microprojets développement local et 12 microprojets contribuant à la promotion des droits humains ont été sélectionnés en toute transparence selon des critères définis en commun entre les CDL, ID, le CERPAC et l'APDPA-PV, et partagés avec les autorités locales.

A la fin de la période, les CDL ont renforcé leur lien avec les autorités locales par des actions de redevabilité dans un souci de promouvoir la participation et la transparence. Ils ont contribué à améliorer la participa-

tion citoyenne dans la définition d'actions prioritaires contribuant à améliorer la bonne gouvernance, et se positionnent comme des acteurs majeurs de la société civile.

En 2021, les CDL pourront finaliser la mise en oeuvre des différents projets initiés et les expériences croisées de développement local et droits humains seront partagées avec d'autres acteurs congolais.



SÉNÉGAL BURKINA FASO

Le Burkina Faso et le Sénégal, aux indices de développement humain (IDH) faibles, sont confrontés à des vulnérabilités environnementales et économiques multiformes telles que le dérèglement climatique, la perte accélérée de biodiversité, la raréfaction des ressources et la multiplication des risques sanitaires environnementaux, ainsi qu'à la fragilité de leurs économies reposant essentiellement sur le secteur primaire directement impacté par les variabilités climatiques. Dans ce contexte, les inégalités s'accroissent et les horizons s'obscurcissent, entraînant le désœuvrement ou l'exode des jeunes vers des ailleurs incertains.

Face à ce constat, ID a continué en 2020 à renforcer ses actions pour contribuer à la résilience économique et climatique de territoires ruraux en renforçant et s'appuyant sur ses partenaires, opérateurs nationaux (organisations de la société civile, agence d'appui aux collectivités territoriales et entreprises), acteurs de développement et moteurs de dynamiques de changement.

Plus concrètement au Sénégal et au Burkina Faso ID a mené, avec ses partenaires, trois projets autour de deux volets :

- ID a accompagné les acteurs économiques des secteurs de l'énergie à usage domestique et productif pour le développement et la pérennisation d'une offre de produits adaptés aux besoins des populations (cuisers économes, biocarburant, équipements solaires photovoltaïques) et services (services financiers, services après-vente, contrôle qualité, etc.).
- ID a accompagné des acteurs des territoires (communautés, société civile, institutions, collectivités, etc.) pour promouvoir une bonne gestion des ressources en bois (reboisement, aménagement et gestion raisonnée des ressources).

MISE EN PLACE

Au Sénégal, ID est présent depuis 2016 dans un projet de coopération décentralisée entre la région Nouvelle-Aquitaine et l'Entente Interdépartementale Fatick-Diourbel. Sa mise en œuvre est assurée conjointement

tement par l'Agence Régionale de Développement (l'ARD) de Fatick et ID. L'ARD est un établissement public local à caractère administratif, sur un territoire qui couvre les 3 départements de l'ancienne région de Fatick (Fatick, Foundiougne et Gossas). Son expertise consiste à appuyer la coordination des interventions en matière de développement, en appui aux collectivités territoriales.

L'année 2020 s'inscrit dans la continuité des actions menées conjointement, mais également au sein d'une volonté stratégique nouvelle de l'ARD qui doit lui permettre d'intégrer structurellement la thématique « climat » et d'aller ainsi au-delà d'une seule approche « projet ».

ID, depuis 2019, a également démarré une collaboration avec l'ONG des Villageois de Ndem (L'OVN). L'OVN, fondée en 1988 dans le village de Ndem, (département de Bambey, région de Diourbel) est une association villageoise, devenue ONG en 2006, qui a pour mission d'accompagner les populations locales dans un processus de développement endogène et durable. Elle regroupe des villageoises et villageois de Ndem et de 15 autres villages de la zone qui œuvrent pour améliorer les conditions de vie des populations et piloter le développement de leur territoire. Le partenariat avec ID vise à accompagner le développement de Yaakaar Environnement, une entreprise locale de production et de diffusion de combustible alternatif au charbon (bûchettes) à partir de coques d'arachides.

Au Burkina Faso, ID intervient dans la région de Bobo Dioulasso auprès de l'association Sauvons l'Environnement, l'Eau Potable et l'Assainissement pour Tous (SEEPAT), reconnue pour son implication forte auprès des communautés de sa zone. Le partenariat porte sur l'accès à l'énergie des plus vulnérables via la vulgarisation de cuiseurs économes et de kits solaires.

En fusionnant avec l'association projet solidaire (APS) en 2019, ID a repris ses activités en accompagnement de son partenaire l'association des villageois de Ndem. Ce partenariat entre APS et son partenaire a permis de faire émerger une entreprise de biocombustible Yaakaar Environnement (YE). Le village de Ndem dans la région de Diourbel se situe dans le grand bassin arachidier du Sénégal : zone marquée par les politiques historiques de monoculture d'arachide ayant des conséquences désastreuses sur l'environnement. Cette région est particulièrement vulnérable aux dérèglements climatiques. La diffusion de combustible alternatif apparaît donc comme une alternative innovante à l'utilisation du bois et du charbon de bois, permettant de réduire la pression anthropique sur ces ressources.

ID a donc démarré son appui en 2020 (à la suite d'APS) auprès de l'Entreprise YE afin de renforcer cette initia-

tive de valorisation énergétique de résidus agricoles avec trois objectifs :

- Mettre sur pied une unité viable de production de bûchettes via un procédé de densification de coques d'arachide, rémanent agricole disponible dans la région en quantité.
- Valider une gamme de cuiseurs économes domestiques adaptés à la combustion de ces bûchettes.
- Faire émerger et structurer le réseau de distribution pour ce « combo » équipement-combustible.

Des premières activités ont été menées tels que la réalisation d'un diagnostic des acquis, potentiels et faiblesses de l'entreprise qui permettra également d'élaborer un plan de renforcement (production et réseau de distribution) et la réalisation d'un plan d'affaire. Le diagnostic permettra notamment de caractériser le gisement de coques d'arachide (spécificité de la ressource, maîtrise des coûts, analyse de risque), d'établir un comparatif du marché des combustibles disponibles dans la zone pour les applications domestiques et petit, productif, de mener une étude de marché ou encore de faire un bilan technique complet des procédés en mobilisant de l'expertise pointue.

PARTENAIRES

La région Nouvelle Aquitaine
L'agence Française de Développement
La fondation Bel
La fondation Léa Nature
La fondation Lord Michelam
La fondation Castel.

Autres partenaires techniques principaux au Sénégal:
Conseils départementaux (Fatick, Gossas, Foundiougne)
Les 40 communes de la région de Fatick
Le SEF - Service des Eaux et Forêts
L'entreprise Yaakaar Environnement

Autres partenaires techniques et financiers au Sénégal dans le cadre du PRODER:
Le PAFC (Programme d'Amélioration de la Filière Caprine)
L'ONG Energy 4 Impact :
L'ONG Nebeday
La GIZ – Endev Fasen
Enda Pronat
World vision - Regreening Africa Sénégal
Agrisud
Wetlands International
APIL-VIMASA
ANPEJ (Agence Nationale pour l'Emploi des jeunes)
Eglise Luthérienne – PROSAF
Eco-Services Consulting

LES PROGRAMMES

PRODER (Programme de Développement des Energies Renouvelables)

 **Le programme est mis en œuvre dans la région de Fatick au Sénégal, au sein des trois départements : Fatick, Foundiougne et Gossas (40 communes en tout).**

En 2020, malgré les grosses difficultés liées à la pandémie, le PRODER a pu mener à bien l'essentiel de son plan d'action. La campagne de reboisement annuel s'est déroulée dans de bonnes conditions avec 116 838 arbres plantés par 3 184 personnes volontaires et l'implication de multiples partenaires.

La 3e édition du Salon de l'énergie Solaire de Fatick a permis de rassembler un nombre record de 806 participants avec de nombreuses entreprises exposantes impliquées ainsi que des ONG, institutions et acteurs du secteur des énergies renouvelables.

MISE EN OEUVRE

Le PRODER est un programme de coopération décentralisée mis en œuvre depuis 2016 dans le cadre d'un programme de coopération décentralisée signé entre la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Entente Interdépartementale Fatick-Diourbel. Sa mise en œuvre est assurée conjointement par ID avec l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Fatick, chargé d'apporter un cadre d'assistance aux collectivités dans tous les domaines d'activités liés au développement local.

VERBATIM

M. Ngor Léon DIOP, maire de la commune de Soum (département de Foundiougne)

«En 2020, la population de la commune de Soum est particulièrement satisfaite de l'intervention du PRODER qui, en plus de l'agrandissement de la forêt communautaire qui a pris forme grâce au reboisement de ces dernières années, a commencé un important travail de plantations d'arbres ombragers et fruitiers dans le périmètre habité de la commune.»

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

14 568 bénéficiaires directs :

- Participants et participantes au Salon de l'énergie solaire
- Entrepreneurs et entrepreneures individuels et ou groupements gérant d'un service énergétique durable
- Entrepreneurs et entrepreneures individuels et ou groupements fabriquant ou vendeurs de cuiseurs économes
- Participantes et participants à une activité de sensibilisation sur l'importance de la préservation des forêts et lutte contre les feux de brousse
- Agricultrices et agriculteurs ayant bénéficié d'une formation aux bases de l'agroforesterie et ayant bénéficié d'arbres à planter dans leurs champs
- Personnes volontaires ayant participé à une opération de reboisement
- Ménages ayant acquis des équipements : lampes, kit solaire et cuiseur économe

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

163 502 bénéficiaires indirects :

- Population des villages gestionnaires d'une forêt aménagée ou en cours d'aménagement
- Famille des ménages ayant pu acquérir des équipements.
- Famille des bénéficiaires du reboisement (pépiniéristes, agriculteurs et agricultrices, planteurs et planteuses)

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 6 975 cuiseurs économes produits et vendus dans la région de Fatick
- 806 participants à la 3e édition du Salon de l'Énergie Solaire
- 116 838 arbres plantés par 3 184 personnes volontaires
- 13 forêts aménagées ou en cours d'aménagement accompagnées dans leur gestion (21 255 ha de forêts concernés)

DESCRIPTIF

La démarche du PRODER s'appuie sur le renforcement de synergies existantes entre différentes activités économiques liées à l'utilisation des ressources forestières et le développement de sources énergétiques alternatives et renouvelables. Cette approche intégrée et multidimensionnelle permet d'aider les populations à s'adapter aux effets multiples du changement climatique et aux enjeux environnementaux propres à la région de Fatick et au delta du Saloum.

L'implication de l'ensemble des acteurs du développement (collectivités, services techniques, associations et groupements locaux,...) dans la réalisation des activités et leur renforcement sur les thématiques concernées constitue une base qui garantit la pérennité des actions dans le temps.

En effet, les activités du programme se répartissent en deux axes majeurs, la gestion des ressources naturelles et l'accès à l'énergie durable, eux-mêmes chacun divisés en deux thématiques:

- Reboisement et aménagement participatif de forêts pour l'axe gestion des ressources naturelles
- Appui à la filière «foyers améliorés et énergie solaire» pour l'axe accès à l'énergie durable.

Depuis 2019, on trouve également un troisième axe transversal consacré au Renforcement Organisationnel et Institutionnel de l'ARD Fatick par ID, pour permettre une autonomisation progressive de l'ARD dans la mise en œuvre du programme, d'une part, et dans sa capacité de conseil et d'accompagnement des collectivités territoriales (CT) en matière de changements climatiques, d'autre part.

En 2020, le PRODER a continué de développer ces différentes activités et a renforcé son intervention auprès des collectivités territoriales des trois départements. 15 collectivités ont d'ailleurs participé activement techniquement et/ou financièrement à la réalisation des activités de reboisement.

Malgré les difficultés liées aux restrictions, la campagne de reboisement a pu tenir ses promesses avec 116 200 arbres plantés par 3 184 personnes impliquées dans la plantation et avec la collaboration de 26 pépinières. Le suivi des reboisements de l'année 2019 a également été fait, avec un taux de survie des arbres de 49% en moyenne.

Les 13 forêts concernées par les travaux d'aménagement participatif ont bénéficié d'un accompagnement, et la vente du charbon produit dans les forêts aménagées a permis de dégager 10 464 € de bénéfices répartis auprès des acteurs concernés (exploitants, comités de gestion, service forestier, collectivités, ...). Aucun feu de brousse n'a été déploré dans l'ensemble des forêts accompagnées.

L'accompagnement du développement de la filière artisanale locale de production et distribution de foyers améliorés (ou cuiseurs économes) n'a pas été facilité cette année, en raison des restrictions dû à la crise sanitaire et aux difficultés économiques afférentes. 6 865 foyers ont néanmoins été produits et vendus dans l'année par les artisans de la filière.

La 3e édition du Salon de l'Énergie Solaire a pu avoir lieu en novembre et a rassemblé plus de 800 personnes sur 3 jours avec 19 entreprises exposantes et plus de 27 structures représentées au total dans les différentes interventions proposées.

2020 a également permis à ID et l'ARD d'accompagner 12 écoles primaires de la région dans leur objectif d'amélioration de leurs cantines scolaires. En plus d'un appui en foyers améliorés, permettant une économie de combustible, des activités de sensibilisation et de reboisement ont été menés avec les élèves. Enfin, les écoles ont bénéficié d'une formation en nutrition et sont accompagnées dans la mise en place d'un système de contribution local et solidaire pour l'approvisionnement des cantines, appelé « Grenier Scolaire ».

Un appui du pôle Partenariat, Autonomisation et Renforcement des Acteurs d'ID a également permis de poursuivre la réflexion autour de la vision sur le long terme pour les activités du PRODER au sein de l'ARD ainsi que le développement de leurs activités sur les volets lutte contre le changement climatique et appui aux collectivités. Cet appui permet également de préparer le retrait d'ID à terme et d'intégrer pleinement l'approche développée dans le cadre du programme à la stratégie de l'ARD afin d'en pérenniser les résultats.

En 2020 ID et l'ARD ont poursuivi leurs relations partenariales avec:

- le service des Eaux & Forêts, collaboration pour la production des plants, le suivi du reboisement et l'ensemble des activités d'Aménagement Participatif de Forêt ;
- l'ONG Energy 4 Impact, chargée du suivi-accompagnement des entrepreneures lancées dans une utilisation productive de l'énergie solaire ;
- l'ONG APIL (Appui aux Initiatives Locales), avec qui la collaboration a continué dans le cadre des activités de reboisement ;
- le programme Endev FASEN (GIZ), qui travaille en synergie avec le PRODER sur l'accompagnement de la filière foyers améliorés ;
- L'ONG Enda PRONAT, qui œuvre pour le reverdissement des commune des Diouroup, Tattaguine et Diarrère, notamment à travers la vulgarisation de techniques d'agroforesterie et de régénération naturelle assistée ;
- l'ONG Nebeday, qui collabore avec le PRODER dans le cadre du suivi de l'aménagement de la forêt de Djilor et notamment de la production du charbon ;

Ils ont également développé de nouveaux partenariats afin de mener les activités en synergie notamment avec:

- L'ANER (Agence Nationale pour les Energies renouvelables), qui a co-organisé le 3e Salon sur les Energies Renouvelables.



ENERLIENCE

Région des Hauts Bassins, province du Houet communes de Toussiana, Bama, Koundougou, Satiri et les 36 villages rattachés à Bobo-Dioulasso.

En 2020, malgré les difficultés liées à la crise de la COVID 19 et à l'insécurité, l'association SEEPAT «Sauvons l'Environnement, l'Eau Potable et l'Assainissement pour Tous » partenaire de mise en oeuvre du projet Enerlience a continué à développer le projet avec succès.

Les actions ont porté sur :

- le renforcement des activités de distribution des foyers améliorés,
- l'amélioration et le test d'un nouveau kit solaire pour les ménages,
- le démarrage des actions autour de l'accès à l'énergie productif pour le secteur avicole par la mise au point et le test de couveuses solaires,
- la poursuite de la mise au point d'un biocombustible alternatif avec l'union des étuveuses de riz de Bama.

MISE EN OEUVRE

Les actions sont mises en oeuvre directement par le partenaire local, l'association SEEPAT (Sauvons l'Environnement, Eau Potable et Assainissement pour Tous), créée en 2013. ID appuie cette association à distance en lien

avec le référent d'ID sur place. SEEPAT intervient sur les secteurs de l'environnement, de l'eau-assainissement, de l'énergie et de l'accompagnement des collectivités territoriales.



BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 5 artisans qui produisent les foyers améliorés;
- 15 distributrices et distributeurs des foyers améliorés ;
- Environ 600 familles achetant les foyers améliorés ;
- 1 entreprise fabriquant les kits et les couveuses solaires ;
- 5 points focaux dans les villages chargés du suivi de la distribution des kits et des couveuses solaires ;
- 1 groupement de femmes produisant le biocombustible (l'Union des étuveuses de riz de Bama).

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- Environ 30 000 habitantes et habitants de la zone

VERBATIM

DRABO Minata (distributrice de foyers améliorés à Bobo-Dioulasso âgée de 36 ans)

« La vente des foyers améliorés a été très bénéfique pour mon ménage. Les bénéfices issus de cette vente m'ont permis d'assurer la nourriture de la famille, de scolariser les enfants et de les soigner, de leur acheter des habits, de renforcer mon petit commerce quotidien avec de nouveaux produits. La vente des foyers me permet aussi de m'acheter des pagnes et de régler mes petits crédits contractés par moments. Pour ma part, je n'ai pas rencontré de difficulté avec le partenaire SEEPAT depuis le début de notre collaboration jusqu'à maintenant. La seule difficulté mineure que je rencontre réside par moments dans le retard de paiement au niveau de certaines clientes. Je remercie vivement SEEPAT et ses partenaires d'avoir pensé à nous pour la commercialisation de ces foyers ».

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 431 foyers améliorés distribués permettant d'économiser environ 431 tCO₂ sur leur durée de vie.
- Environ 30 personnes bénéficiant directement des retombées économiques du projet : artisans, distributeurs et distributrices de foyers améliorés, points focaux, entreprise de fabrication des kits et couveuses solaires.
- 600 femmes de l'Union des étuveuses de Bama sensibilisées aux questions de la cuisson et impliquées dans le cadre des expérimentations pour aboutir à la production d'un biocombustible.

DESRIPTIF

Le projet Enerliance vise à contribuer à la résilience économique et climatique et à l'amélioration des conditions de vie des populations par un développement soutenable de zones rurales proches de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Il accompagne le développement et la pérennisation d'une offre de produits et services adaptées aux besoins des populations rurales dans les secteurs de l'énergie à usage domestique et productif.

Les actions menées en 2020 ont porté sur :

- la pérennisation et la consolidation des activités de production et de distribution de foyers améliorés. Deux axes ont été priorités : le renforcement de la formation marketing auprès des distributeurs et distributrices et des actions de communication dans les villages. Celles-ci permettent de sensibiliser les ménages aux impacts de la cuisson sur l'environnement, tout en présentant les avantages du foyer amélioré.
- l'amélioration technologique du kit solaire suite à des enquêtes menées auprès des usagers, et le renforcement des compétences des 5 points focaux dans les villages. Ces points focaux sont désignés par des CVD (Comités Villageois de Développement) et sont en charge de la distribution des kits et du SAV (service après-vente).
- le lancement d'une nouvelle activité visant la mise à disposition de produits solaires productifs, à savoir des couveuses solaires pour les aviculteurs et avicultrices. Courant 2020, l'entreprise a été sélectionnée et un premier prototype a pu être développé. Cette nouvelle activité est stratégique et répond à une demande exprimée par les CVD avec des retombées économiques qui seront intéressantes. Cette phase de prototypage a nécessité du temps pour permettre de faire des tests en condition réelle.
- des nouveaux tests pour continuer l'expérimentation autour du développement de biocombustibles alternatifs via la valorisation de déchets agricoles (balles de riz). Cette action s'est faite en partenariat avec l'union des étuveuses de riz de Bama.

Cette année 2020 aura donc été une année de consolidation des activités et de lancement de nouvelles expérimentations pour la mise en vente notamment des couveuses solaire en 2021.

L'équipe de SEEPAT, malgré toutes les difficultés en lien avec la situation spécifique du Burkina Faso sur le plan sécuritaire, a tenu à maintenir ses activités. Leur ténacité tout autant que leur dynamisme et leur courage ont porté leurs fruits.



TCHAD

Le contexte de travail de l'année 2020 a été marqué par la pandémie de Covid-19 et les mesures prises avec un renforcement de la surveillance sur l'ensemble du territoire du pays pour leur application stricte. Les mesures prises pour dépister les voyageurs au départ et à l'arrivée du Tchad sont restées toujours en vigueur en fin 2020. Les Tchadiens ont donc été durement éprouvés par cette terrible épreuve.

La situation politique et socio-économique du Tchad en 2020 a évolué de mal en pis. Certains responsables d'associations des droits de l'homme ont été interpellés et jetés en prison, des militants de partis politiques d'opposition ont été empêchés de manifester et leurs chefs interdits d'aller dans leurs sièges. Les droits fondamentaux des citoyens prévus par la constitution ont été bafoués, à l'instar de celui de communiquer. Le réseau internet est régulièrement coupé dans l'ensemble des 23 provinces ou de façon ciblée à la moindre tension sociale.

Le manque de diversification de l'économie tchadienne est devenue problématique. En effet, le Tchad, après avoir profité durant ces deux dernières décennies de ses revenus pétroliers (20 % du PIB et plus de 80 % des exportations de biens), est aujourd'hui dans une situation de quasi-faillite économique. Au niveau de l'indice de développement humain (IDH), depuis 2019, le Tchad est classé 187e sur 189 pays. Selon la Banque Mondiale, actuellement, près de 42% de la population tchadienne vit en dessous du seuil de pauvreté.



MISE EN PLACE

Un partenariat a été signé le 18/01/2017 entre ID et le PADIESE (Partenariat pour l'Appui et le Développement des Innovations en Education, Santé et Environnement) pour 4 ans. Il est régi par une convention de groupement dont les missions sont sensiblement les mêmes sur le plan opérationnel, mais dont la répartition est avant tout géographique, pour la mise en œuvre du Projet PAQEPP (Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Education de Base et de Promotion d'une Gestion de Proximité).

Il y a aussi un partenariat avec la commune de Moundou, dans le cadre des programmes d'assainissement, de lutte contre les inondations et de renforcement de la participation des jeunes et des femmes au développement local de la commune notamment économique.

Concernant la lutte contre les inondations, la commune est un partenaire privilégié pour l'atteinte des résultats car elle sert de liaison entre les habitants et le projet. Elle est également membre des comités de pilotage et de suivi du projet. Pour améliorer développement local, une convention a été élaborée et signée entre la mairie de Moundou et ID. Un planificateur a été mis à disposition de la commune par ID en vue de l'accompagner dans la réalisation de son plan de développement communal.

Par ailleurs, l'UFEP (Union des Femmes pour la Paix) demeure le partenaire principal d'ID dans la mise en œuvre de la phase 2 du programme FCE (Filière Cuiseurs Economes). Ce partenariat est régi par la convention du 6/02/2019. UFEP joue un rôle capital dans les actions de promotion et de sensibilisation des ménages autour du cuiseur. Elle accompagne d'autres associations locales à porter ces fonctions de sensibilisation et de promotion autour de deux enjeux majeurs : la lutte contre la déforestation et l'amélioration des conditions de vie des femmes.

PARTENAIRES

ID Tchad met en œuvre ses programmes avec les appuis techniques des partenaires techniques et financiers.

Parmi les partenaires techniques, citons d'abord les services de l'Etat (sans convention). Il s'agit de la collaboration avec le chef secteur eau et assainissement de la Province du Logone Occidental en sa qualité de représentant du Ministère de l'eau, de l'environnement et de la Pêche (MEEP). Il s'agit également du délégué du Ministère de l'éducation et de la promotion civique. Enfin, il y a les chefs de quartiers et carrés, leaders religieux, associations et établissements scolaires. Ces acteurs locaux sont impliqués à tous les niveaux de nos activités pour l'atteinte des résultats.

ID Tchad est également en consortium avec des ONG comme le GRET dans le cadre du programme de lutte contre les inondations et IRC et COOPI dans le cadre du projet d'Appui au Développement du Lac Tchad (ADE-LAC)

Notre principal partenaire financier est l'AFD (Agence Française de Développement). D'autres acteurs nous apportent également leur soutien dans ce domaine : Grand Poitiers, Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB), Agence de l'Eau Artois Picardie (AEAP) et Ville de Saint-Omer SYCTOM, région Nouvelle-Aquitaine (RNA), fondations Lemarchand, NED, Lord Michelham of Hellingly, Union Européenne (PASOC) et Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE).

LES PROGRAMMES

Programme Filière Cuiseurs Economes - Phase 2

Tchad - Province du Logone Occidental, ville de Moundou et canton de Tilo

Depuis 2015, le programme FCE accompagne forgerons, détaillantes et détaillants et associations féminines dans la production, la promotion et la commercialisation des foyers améliorés Lafia, qui sont des cuiseurs économiques qui contribuent à réduire la demande en bois-énergie des ménages fortement dépendants de cette ressource pour cuisiner. En soutenant la structuration de la filière et le renforcement des compétences entrepreneuriales et organisationnelles des acteurs et actrices qui la composent, ID souhaite également encourager le développement économique local.

En 2020, malgré l'impact de la Covid-19, tant sur la mise en œuvre du programme (suspension des activités pendant plusieurs mois) que sur les conditions de vie des producteurs et des revendeurs (hommes et femmes), plusieurs avancées sont à noter et tout particulièrement le retrait d'ID des fonctions directes de la filière au profit d'acteurs et actrices de la production et de la vente mieux coordonnés. L'expérimentation de production de biocombustibles à partir des résidus agricoles non-alimentaires avec l'Union des femmes du Canton de Tilo a également pris de l'ampleur avec la mise au point d'une presse réalisée localement et l'amélioration plus globale du processus de production.

MISE EN OEUVRE

L'Union des Femmes pour la Paix (UFEP) est partenaire d'ID sur ce programme. Elle forme et accompagne une quinzaine d'associations féminines dans l'organisation des sensibilisations autour des avantages du foyer amélioré Lafia et de la lutte contre la déforestation.

Plus ponctuellement, les Centres d'Apprentissage Techniques (CETIM et CATE) collaborent avec ID sur les enjeux de formations techniques et professionnelles des artisans de la filière.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 107 actrices et acteurs économiques locaux : 16 forgerons, 15 associations féminines (environ 30 actrices de la promotion), 20 gestionnaires de points de vente, 38 femmes productrices de biocombustibles (membres de l'Union des femmes du Canton de Tilo)

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- 6 000 utilisatrices de cuiseurs économiques Lafia et leurs familles

VERBATIM

Edith MEMLEMEM, membre de l'Union des femmes du canton de Tilo.

«Notre rôle, ce n'est pas un rôle habituel dans un projet porté par une ONG parce que dans cette expérimentation biocombustibles, nous n'avons pas seulement suivi une formation, nous nous sommes approprié les techniques et nous sommes ensuite devenues des formatrices».



RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 6 formations en renforcement des compétences techniques et entrepreneuriales organisées en 2020
- 4 ateliers de forge et 20 points de vente soutenus dans le cofinancement d'équipements techniques (établis/cintreuse et de matériels promotionnels (panneaux de visibilité, goodies pour l'organisation d'événements de promotion et sensibilisation, etc.)
- 21 sensibilisations animées par les associations féminines locales sur les avantages des cuiseurs économiques et la lutte contre la déforestation/2 500 ménages sensibilisés
- 98% d'utilisatrices satisfaites du foyer amélioré Lafia, 76% parce qu'il permet des économies de bois et d'argent.
- 1 330 CE vendus en 2020 (6 000 depuis 2015)
- 38 femmes formées à la production de biocombustibles à base de résidus agricoles (sésame et coques d'arachide)- cofinancement du matériel de production (presse notamment)

DESCRIPTIF

En dépit du contexte sanitaire qui a affaibli la filière CE et les conditions de vie des acteurs et actrices économiques locaux en 2020 (suspension des activités pendant plus de 6 mois, augmentation/pénurie de matières premières, effondrement des ventes, etc.), l'accompagnement d'ID s'est concentré sur 3 axes:

1. Accroître l'offre et la demande en professionnalisant la filière

Dans l'objectif de rendre la filière pérenne, le soutien aux acteurs et actrices de la production et de la vente afin qu'ils prennent en charge l'ensemble des fonctions liées à une diffusion des CE en circuit court s'est poursuivi en 2020. Après l'accompagnement aux 4 ateliers de forge producteurs en 2019, 16 points de vente ont été appuyés dans la constitution d'un fonds de roulement cette année. Par ailleurs, le programme a soutenu l'ouverture et l'installation d'un nouveau point de vente, celui d'une femme revendeuse ambulante ayant diffusé à elle seule près de 20% des CE depuis 2015. Parallèlement, 6 formations techniques et entrepreneuriales autour du contrôle qualité et des normes de production, des techniques de vente et de la gestion financière et logistique d'une activité commerciale ont été organisées. Par ailleurs, afin de susciter l'intérêt des ménages et de faire connaître davantage le produit, 15 associations féminines ont été accompagnées et formées à l'organisation de sensibilisations au sein de quartiers de Moundou et en proche zone rurale. Au-delà de présenter les avantages économiques, sanitaires et environnementaux des cuiseurs, ces sensibilisations ont été l'occasion d'échanger et débattre entre citoyens (femmes et

hommes) et autorités locales des enjeux de protection des forêts et de préservation de l'environnement.

Enfin, dans un souci d'accompagnement à la modernisation des métiers, ID a cofinancé des équipements de production et du matériel promotionnel auprès de 24 acteurs et actrices de la production et de la vente.

Ces différentes activités ont contribué à la diffusion de 1 330 nouveaux CE par les acteurs et actrices cette année : un chiffre en baisse de 10%, mais néanmoins encourageant au regard du contexte économique et sanitaire profondément dégradé en 2020.

2. Encourager les synergies entre acteurs et actrices de la filière

Plusieurs activités initiées en 2020 ont concouru à améliorer la synergie entre acteurs et actrices de la filière. Les associations féminines des zones rurales autour de Moundou engagées dans la promotion des CE à l'échelle de leurs villages ont été mises en relation directe avec les artisans producteurs de Moundou, visites leur ayant aussi permis de connaître le processus de production. Parallèlement, 2 émissions passées sur l'antenne d'une radio locale ont contribué à faire connaître davantage les métiers de la filière, tout particulièrement celui d'artisan-forgeron. Enfin, une rencontre interacteurs a été animée en fin d'année pour encourager producteurs et détaillants (femmes et hommes) à réfléchir aux solutions collectives à mettre en œuvre pour résoudre les problèmes auxquels ils/elles font face dans leurs activités quotidiennes : meilleure coordination de l'offre et de la demande, approvisionnement en matières premières, amélioration qualitative du CE, etc.

3. Soutenir la recherche d'alternatives locales au bois-énergie

Bien qu'officiellement interdit au Tchad, le charbon (dont l'impact sur les forêts est conséquent puisqu'on estime qu'il faut, dans nos pays d'intervention en moyenne 7kg de bois pour produire 1kg de charbon traditionnel) continue d'être largement utilisé par les ménages, faute d'alternatives suffisantes et adaptées à l'échelle locale. Dans ce contexte, ID soutient depuis fin 2018 l'Union des femmes de Tilo (groupement de 28 associations féminines) dans une expérimentation de production de biocombustibles à base de résidus agricoles (tiges de sésame, paille de riz, coques d'arachide). En 2020, les équipes d'ID, en collaboration avec une ONG locale (Envodev) ont travaillé avec une trentaine de femmes à l'amélioration du processus de production et de l'efficacité énergétique du biocombustible produit. Le suivi régulier et le cofinancement d'équipements (presse, local de production et de stockage, etc.) ont permis aux femmes d'accroître leurs capacités de production tout en améliorant leurs conditions de travail. Les artisans forgerons ont été également associés à cette expérimentation en réfléchissant à un modèle de cuiseur éco-

nome compatible avec ce nouveau combustible. Ces investissements devraient porter leurs fruits en 2021, les femmes ayant pour ambition à terme de pouvoir toutes utiliser ce charbon en lieu et place du bois, et de vendre les excédents de production sur le marché local de Tilo.

KOMNAND III

TCHAD, province du Logone Occidental, département de Lac Wey, commune de Moundou, 4 arrondissements

En 2020, quelques faits majeurs ont marqué le cours du projet. Il s'agit en particulier de la toute première conférence des citoyennes et citoyens au Tchad: une grande première, avec la participation massive des jeunes et femmes devant les élues et élus sur des sujets préoccupants de la ville de Moundou. L'année a été marquée également par une forte mobilisation des ressources locales pour le cofinancement des projets structurants issus des PDA, malgré la crise financière et sanitaire liée à la Covid-19. À cela s'ajoute la réalisation de grands ouvrages tels que les dalots et l'aménagement du site du marché MELOM qui constituent un gage de confiance des populations vis-à-vis du projet KOMNAND III.

MISE EN OEUVRE

Le projet KOMNAND III est mis en œuvre en partenariat avec la commune de Moundou. À cet effet, le rôle d'ID se décline sous un angle technique, financier et institutionnel. Nous avons pour missions de : appuyer la mise en place des dispositifs de concertation CDA (Comité de Développement d'Arrondissement) et CCC (Cadre de Concertation Communal) ; appuyer l'animation, le renforcement de capacités et l'institutionnalisation des cadres de concertation ; soutenir la déclinaison du PDC (Plan de Développement Communal) en PDA (Plan de Développement d'Arrondissement) ; renforcer les capacités élus, techniciens et autorités locales et traditionnelles (femmes et hommes) dans le portage des actions locales ; structurer les OSC et faciliter le dialogue entre élus, citoyens et société civile.

Côté mairie, il s'agit d'impliquer un personnel compétent, qualifié et motivé pour l'élaboration et la mise en œuvre des activités retenues d'un commun accord ; mobiliser et budgétiser les ressources financières nécessaires ; porter politiquement la convention et veiller à une participation active dans la mise en œuvre des activités et dans les comités de concertation ; assurer la participation du maire et des élus municipaux à la mise en œuvre des actions.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 27 conseillers municipaux, 4 délégués d'arrondissements, 31 chefs de quartiers, 273 carrés (fraction de la population d'un village qui exécute collectivement certains travaux agricoles) et plus de 30 OSC (Organisations de la Société Civile)

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- 200 000 habitants environ

VERBATIM

DEOULEMGOTO Madeleine, 51 ans, cheffe de bureau du 3e arrondissement.

" KOMNAND III est pour nous un grand soulagement de par ses multiples actions. Le projet a contribué au changement de mentalité de la population de Moundou en général, et de celle du 3e arrondissement en particulier. Aujourd'hui, on constate une nette amélioration des conditions de vie de la population moundoulaise à travers les nombreuses réalisations du projet qui facilitent l'accès aux services de base. J'apprécie également l'approche du projet qui implique fortement et responsabilise les actrices et acteurs que nous sommes dans la mise en œuvre des actions. Grâce à ce projet, nous sommes suffisamment outillés pour initier des actions et les mener jusqu'à terme, malgré les difficultés actuelles. Cependant, je déplore un peu le fait que le projet tire à sa fin. Ainsi, j'exhorte ID à mobiliser davantage les moyens pour prolonger ce projet pour le grand bénéfice de la population."

RÉSULTATS CHIFFRÉS

En 2020, le projet KOMNAND III a formé 445 personnes dont 176 femmes, actrices et acteurs du développement local à Moundou sur plusieurs thématiques. Il y a eu aussi deux actions de sensibilisation à la citoyenneté qui ont mobilisé 178 personnes dont 55 femmes, membres des OSC et autorités locales et traditionnelles.

Par ailleurs, le dialogue entre élus, citoyens et société civile (femmes et hommes) s'est également intensifié par le biais de 5 réunions collectives de discussion et de travail, d'1 débat thématique sur la fiscalité locale, de 2 émissions de radio, et d'une conférence des citoyennes et citoyens.

Sur le plan des infrastructures, il y a eu :

- 6 salles de classes construites dans 3 écoles primaires (BELABA, MBAGTI et DOHERI) ;
- 1 bloc de trois latrines construit dans un petit marché (DOUMBEUR III) ;
- 1 site de marché aménagé (MELOM) ;
- 2 dalots construits dans deux quartiers (15 ans et DOHERI) ;
- Équipement d'une bibliothèque en livres et mobilier de bureau (536 livres au programme, 6 chaises, 1 table, 2 étagères) au lycée de Djarabé;
- 25 tables-bancs fabriqués.

DESCRIPTIF

Lancée en juillet 2018, la troisième et dernière phase du programme KOMNAND vise à appuyer la commune de Moundou dans sa pratique de gouvernance locale par la mise en œuvre de son Plan de Développement Communal (PDC). Ce programme annuel s'inscrit dans un partenariat de longue date avec l'AFD au travers de la convention-programme développement local dans lequel s'inscrit l'initiative du Tchad.

Les actions menées en 2020 sont axées essentiellement sur la mobilisation de la population autour des projets identifiés de manière participative avec les populations de Moundou, et issus du PDC.

C'est ainsi que de nombreuses actions ont vu le jour durant l'année: construction de 2 dalots pour assurer le franchissement de passages régulièrement inondés par l'eau dans les quartiers 15 ans et Doheri; construction de 6 salles de classes dans 3 écoles primaires, l'aménagement du marché Melom ou encore la réalisation de blocs latrines et l'équipement d'une bibliothèque dans un lycée de la ville.

Ces actions s'accompagnent aussi d'un volet conséquent d'activités en lien avec le renforcement de capacités des acteurs des deux sexes (élus, techniciens, membres des

OSC), l'éducation à la citoyenneté et le renforcement du dialogue élus-citoyens-société civile. Action pilote pour le programme, l'organisation d'une conférence citoyenne sur la thématique eau-assainissement-déchets a eu lieu en 2020 avec 8 personnes représentant la diversité de la population (jeunes, femmes, entreprises, personnes en recherche d'emploi...) formées sur différentes thématiques en lien avec le sujet et accompagnées à développer des actions de plaidoyer à l'endroit du conseil communal. Ce groupe a ainsi organisé des activités de contrôle citoyen de l'action publique autour de la production artisanale d'huile d'arachide, contre la direction de l'hôpital provincial de Moundou au sujet de l'insalubrité de la morgue et ce groupe a également mené le suivi des travaux de l'entreprise en charge de la construction d'ouvrage d'assainissement pluvial, leur action ayant permis d'obtenir la couverture des canaux de drainage qui étaient à ciel ouvert, cela pour assurer la sécurité des usagers et limiter les nuisances liées à la stagnation de l'eau dans les canalisations.

Toute l'année, déjà marquée par la situation sanitaire, a été rendue plus difficile par l'instabilité au niveau de l'exécutif communal qui ne facilite pas la continuité des actions initiées, mais aussi par un manque de participation des services techniques déconcentrés de l'Etat dans les initiatives prises. Pour autant, ID note aussi des avancées considérables en matière de participation citoyenne grâce à KOMNAND avec une mobilisation importante des ressources de la part des communautés permettant la réalisation de la quasi-totalité des micro-projets à l'échelle de la commune. L'enjeu portera donc à l'avenir sur la pérennisation des actions initiées au niveau local. La mairie devra jouer un rôle central dans ce processus afin d'inscrire le fonctionnement des instances de concertation et de dialogue dans le budget communal et d'intégrer pleinement le dialogue élus-société civile dans la pratique quotidienne, cela pour poursuivre et amplifier la dynamique initiée par KOMNAND.



Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad et amélioration de l'accès à l'assainissement et à la gestion des boues à Moundou

📍 MOUNDOU, TCHAD

Deux orientations composent le Programme « Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad et amélioration de l'accès à l'assainissement et à la gestion des boues à Moundou ».

- Le volet « consolidation du service public de l'eau » s'inscrit dans les régions où travaille la CCAG (Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion). Elle est basée à Moundou et intervient dans plusieurs régions du sud du Tchad : le Logone Occidental, le Logone Oriental, la Tandjilé, le Mandoul et le Moyen Chari.
- Le volet « Amélioration de l'accès à l'assainissement et à la gestion des boues à Moundou » concerne la ville de Moundou, deuxième ville du pays et chef-lieu de la Région du Logone Occidental, dont la population s'élève à environ 200 000 habitants (source : RGPH 2009).

La périphérie de Moundou est également concernée par le projet dans la mesure où le service de diffusion de latrines et de vidange des boues dispose d'une zone de clientèle d'environ 10 km. Le programme E&A a démarré en 2017, il s'est achevé au premier semestre 2020.

Particularité du programme: sa conception très ouverte et son approche flexible qui lui ont permis de s'adapter aux conditions locales, aux difficultés du terrain et aux imprévus rencontrés au cours de la mise en œuvre.

L'année 2020 a été marquée par la finalisation des activités du volet eau, à la suite de retards multiples pour la réalisation des travaux. Ce ne sont pas moins de 9 686 ml qui ont été posés, 9 156 personnes bénéficiaires de la réalisation de 6 extensions et 9 réhabilitations de sites de production d'eau potable.

Coté assainissement, près de 50 000 personnes ont été concernées par les actions de lutte contre la défécation à l'air libre dans la ville de Moundou, avec l'appui des clubs d'hygiène-assainissement des écoles, des associations locales et délégués d'arrondissement. 27 sites utilisés jusque là pour la défécation à l'air libre ont été nettoyés et continuent à être préservés. Si l'activité de construction de latrine a tourné au ralenti avec 89 équipements installés, l'aval de la filière c'est-à-dire la vidange et le traitement des boues de vidange s'est montré particulièrement dynamique. Ainsi 15 tonnes de compost ont été produits avec les boues de vidange.

MISE EN OEUVRE

ID a mis en œuvre le programme avec les partenaires locaux.

Volet eau : CCAG/AGIR

Sur le volet eau, ID travaille avec un partenaire, AGIR, délégataire de la mission de la cellule de conseil et d'appui à la gestion (CCAG) qui conseille et appuie les associations d'usagers de l'eau (au nombre de 50 réparties dans tout le sud du pays). En échange de ses services, elle perçoit de la part des AUE ayant signé une convention (CCAG-AUE), une somme de 40 F CFA par m³ vendu, pour prendre en charge ses coûts de fonctionnement. Dans les prochaines années, il est prévu des compléments législatifs et une réorganisation des dispositifs CCAG, avec la proposition de création d'une nouvelle CCAG, ainsi que le redécoupage des zones de responsabilités des CCAG en place.

Volet Assainissement :

Le volet d'accès à l'assainissement du projet est réalisé en partenariat avec :

- La mairie de Moundou ;
- Les entrepreneurs privés (construction latrines, vidange, maçons)
- Les associations locales (8), positionnées comme prestataires qui réalisent les activités de sensibilisation et la mobilisation de 44 clubs d'hygiène dans les écoles, mosquées et églises.



BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

Volet eau :

- 9 156 personnes bénéficiaires des travaux d'extension et réhabilitations membres des comités directeurs d'AUE suivis par la CCAG : soit 54 personnes (3 personnes par AUE, 18 AUE)
- Les chefs de villages des AUE : 18 personnes (1 chef par 18 AUE) ;
- Les animateurs CCAG : soit 3 personnes ;
- L'équipe d'exploitation : 54 personnes soit 3 personnes (exploitant + chef de centre + fontainier) par 18 AUE;

Volet assainissement :

- 49 838 personnes concernées par les activités IEC:
- 8 associations locales dont 16 membres activement impliqués
- Acteurs du Sanimarché : 5 maçons, 16 vidangeurs, 3 vendeurs

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

Volet eau :

- Total de 340 000 personnes (la moyenne des usagers du SPE suivi par la CCAG, soit 5 000 personnes par 18 AUE = 90 000 personnes + les usagers de 3 sous-fédérations soit 50 AUE adhérentes = 250 000 personnes). L'estimation n'intègre pas l'ensemble des usagers du service d'AEP suivi par la CCAG auquel les activités de renforcement contribuent indirectement via la pérennisation du service (environ 300 000 personnes)

Volet assainissement :

- Total de 2 670 personnes, qui constituent le voisinage, équipés en latrines (la pratique étant que les ménages équipés donnent l'accès à leurs latrines) : 89 ménages X 3 concessions voisines avec une dizaine de personnes



VERBATIM

MBAIRO François, Quartier Dombao, Moundou, un partenaire dynamique, fier de son travail et engagé dans la phase 3 du projet « Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad et amélioration de l'accès à l'assainissement et à la gestion des boues à Moundou »

Dans la soixantaine révolue, Monsieur MBAIRO François habite au quartier Dombao de Moundou est un habitué des locaux d'ID. En effet, Monsieur MBAIRO François a débuté la collaboration avec ID depuis 2014 en tant que prestataire animateur et formateur. Consultant, il est aussi le chargé de programme de l'Association des Animateurs pour le Développement Rural et Urbain (ADRU). C'est à travers cette association qu'il a eu à signer au sein d'ID des contrats de prestation de services avec le programme.

D'après lui, l'année 2017 a marqué le début d'une très grande collaboration avec le programme « Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad et amélioration de l'accès à l'assainissement et à la gestion des boues à Moundou ».

«Dans le cadre cette collaboration, mon association riche d'expériences a participé activement à la mise en place de la stratégie de sensibilisation et a adopté une sensibilisation de masse afin d'atteindre un grand nombre de publics. Étroitement lié avec les objectifs de mon association qui sont de promouvoir le développement durable de nos zones rurales et urbaines à travers la santé préventive, le programme a signé un contrat de prestation avec ADRU. Cette collaboration a été bénéfique pour mon association qui dans sa planification d'activités, a prévu aussi des activités de sensibilisations».

Et d'ajouter que « la mise en place de la stratégie de sensibilisation de la population a été élaborée lors des réunions tenues dans les locaux d'ID avec 12 associations identifiées dans les 4 arrondissements de la ville de Moundou. C'est pendant ces réunions d'élaboration de la stratégie de sensibilisation que les groupes cibles ont été identifiés. Les groupes cibles étaient spécifiquement composés des groupements de femmes, des jeunes, élèves et ménages. Pour pouvoir former à notre tour ces groupes cibles, nous avons été préalablement formés sur les mauvaises pratiques liées à l'hygiène et à l'assainissement, sur les dangers de la défécation à l'air libre, sur l'utilisation des latrines et le lavage de mains avec de l'eau et au savon. Fort bien outillé, j'ai avec l'appui du projet organisé des séances de sensibilisation dans plusieurs écoles primaires et secondaires, dans des mosquées et églises, les quartiers de 4 arrondissements de

la commune de Moundou. C'était une vraie réussite, car les activités de sensibilisation dépassaient largement les prévisions ».

Monsieur MBAIRO est conscient que la jeunesse représente l'avenir : « j'ai aussi formé des clubs dans les écoles appelés «Clubs des hygiénistes». Ces clubs disposent des boîtes à images qu'ils utilisent lors des sensibilisations dans leurs établissements sur les thèmes variés tels que l'hygiène de l'eau, le lavage des mains au savon, les dangers de la défécation à l'air libre, l'utilisation et l'entretien des latrines. Grâce aux formations sur ces thèmes, les clubs établissent des calendriers de nettoyage qui sont soumis au responsable de l'établissement qui à leur tour organisent avec les élèves des journées de nettoyage de l'école, et même de lieux publics. Aussi, j'ai mis sur pied un groupe de théâtre qui lors de nos sensibilisations dans les quartiers font des spectacles sur les différents thèmes ».

En réalisant toutes ces activités, j'ai contribué à lutter contre la propagation de beaucoup de maladies, et à l'assainissement de cette commune. Plusieurs personnes ont reconnu mes actions et ne cessent de m'encourager.»

RÉSULTATS CHIFFRÉS

Initialement prévu pour être clôturé en décembre 2019, le programme a dû être rallongé au premier trimestre 2020 pour permettre l'encadrement et la clôture des activités ci-dessous.

Volet eau :

- Identification des deux nouvelles extensions (Goundi et Bessada) suite aux difficultés de la production d'eau sur le site de KORO TOKDJOUUM pour les travaux d'extension
- Validation estimative des travaux : deux extensions dont une à Goundi de longueur 1 650 ml et une autre à Bessada de longueur 370 ml
- Mobilisation des contributions des bénéficiaires
- Suivi de proximité des travaux de trois extensions (Barsama, Goundi et Bessada) desservant 7 654 personnes dans 6 quartiers sur une longueur totale de 5 170 ml
- Suivi et finalisation de travaux de deux réhabilitations (Keikague et Gueldobo) desservant 8 961 personnes
- Finalisation du manuel de maintenance permettant d'orienter concrètement les maintenanciers pour un suivi optimal des équipements, afin de garantir la viabilité, la durabilité et la pérennité des services de l'eau

- Réalisation des paiements de 40% sur le compte du Fonds National de l'Eau (FNE) et de 20% sur le compte de la Direction de Suivi des Equipements et Ouvrages Hydraulique (DSEOH) dans le cadre de la contribution villageoise provisionnée sur le compte du programme durant la phase actuelle (phase 3)
- Réalisation en collaboration avec la CCAG des paiements de l'ordre de 20% d'un lot de pièces détachées et de 20% pour assurer la formation de l'AUE dans le cadre de la contribution villageoise provisionnée sur le compte du programme durant la phase précédente (phase 2) et la phase actuelle (phase 3)

Volet assainissement :

- Suivi et finalisation de travaux de deux latrines ;
- Finalisation du rapport de l'enquête auprès des marchands/étude de marché compostage

DESSCRIPTIF

Le Tchad est le 6e pays d'Afrique par sa superficie. L'économie des régions du sud, où nous travaillons, repose essentiellement sur l'agriculture, et depuis plus de 10 ans, sur l'exploitation de gisements de pétrole à Doba (ville située à une centaine de kilomètres à l'est de Moundou). En 2017, selon les chiffres du Ministère de l'Eau, de l'Environnement et de la Pêche, le taux d'accès amélioré à l'eau potable a atteint 61,78% de la population. Dans la zone d'intervention, le taux varie entre 27% (Logone Oriental) et 38% (Moyen Chari et Tandjilé). Sur le plan de l'assainissement, le taux d'accès reste également faible en ville, avec des usages inadaptés. La ville possède une nappe phréatique très haute, qui est souvent polluée par les effluents des latrines.

Environ 40% de la population possèdent des latrines traditionnelles à fosses non maçonnées. En saison des pluies, avec la remontée de la nappe phréatique, ces fosses s'effondrent, avec pour conséquence l'augmentation de la Défécation à l'air libre (DAL).

La phase 3 du programme, d'une période de 27 mois pour le volet eau (débuté en septembre 2017) et 36 mois pour le volet assainissement (débuté en janvier 2017), vise donc à améliorer l'accès à l'eau potable en zone rurale et à des dispositifs d'assainissement privés dans la ville de Moundou afin de réduire les risques sanitaires.

Initialement prévu pour être clôturé en décembre 2019, le programme a dû être rallongé au premier trimestre 2020 pour finaliser les travaux d'extension et de réhabilitation sur le volet eau. Le premier trimestre de l'année 2020 marque donc le dernier virage des activités du programme.

Ces résultats sur les deux volets ont été obtenus, malgré des difficultés de tout ordre. En effet, le manque de

cofinancement, le retard observé dans la mobilisation des contributions des AUE fixée par l'Etat tchadien pour tous les travaux d'adduction d'eau potable, additionnés aux difficultés rencontrées dans la passation et dans l'exécution des marchés de travaux, ont conduit à une accumulation de retards par rapport à la programmation initiale. Le projet a ainsi connu une période d'interruption des travaux d'extension et de réhabilitation. Soulignons aussi que la filière Romlelem du Sanimarché a traversé une situation qui n'est pas confortable dans sa mise en place. Le rôle des acteurs de la filière serait à redéfinir afin d'assurer la continuité du sanimarché s'il y a une prochaine phase.

Par ailleurs, les perspectives du programme Eau & Assainissement sont la réception définitive des travaux de 4 extensions (Barsama, Koutou Béti, Goundi et Bessada) et de celle de 3 réhabilitations (Keikague, Gueldobo et Koutou Béti).

Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation de base et de Promotion d'une gestion de Proximité (PAQEPP)

Tchad, villes de Moundou et N'Djamena

Améliorer l'accueil des élèves, renforcer la qualité de l'enseignement, ce furent les chevaux de bataille de l'année 2020 avec le PAQEPP et le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique. C'est ainsi que la réalisation de 104 salles de classe et la dotation de plus de 38 000 manuels au bénéfice des 50 écoles primaires du projet ont entraîné un effet inattendu : la progression des effectifs scolaires dans les écoles concernées ; ainsi à Madana, une école de la zone de Moundou où l'effectif a augmenté de 366 élèves (712 inscrits en 2020 contre 346 en 2019), soit un taux de 67, 29%. En parallèle, 246 enseignants dont 156 femmes, ont été certifiées en langue française, en partenariat avec le CALF.

MISE EN OEUVRE

ID est le maître d'ouvrage délégué du projet PAQEPP (mis en œuvre par le consortium ID/PADIESE). À ce titre, elle réalise la passation des marchés nécessaires à la mise aux normes matérielles des écoles. Elle assure un rôle d'accompagnement des écoles et des responsables administratifs locaux. Sur le volet pédagogique, notre travail d'accompagnement consiste également à participer aux diagnostics, informer les acteurs, les former, assurer le suivi des activités et ne doit, en aucun cas, se substituer à ces responsables pédagogiques.

ID est par contre en première ligne pour la mobilisation communautaire avec les associations de parents d'élèves et les associations de mères éducatrices qui s'organisent pour améliorer les conditions d'accueil à l'école.

Partenaire de mise en œuvre, l'ONG tchadienne PADIESE est en charge des actions à N'Djamena. Association de droit tchadien, elle s'est spécialisée dans les projets éducation, santé et nutrition.

Responsable du projet PAQEPP devant les partenaires, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion civique a confié au consortium ID-PADIESE la mise en œuvre des activités d'accompagnement pédagogique et de mobilisation des acteurs autour de l'éducation, au niveau local. Le CALF, le centre d'apprentissage de la langue française à Moundou et N'Djamena assure les cours de français pour les enseignants des 50 écoles du projet.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 56 970 élèves dont 28 759 filles, soit 50% à travers les 50 écoles d'intervention.

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- Tous les acteurs de l'éducation, notamment les membres des Associations de Parents d'Elèves (12 425 dont 5 198 femmes, soit 42%), des Associations de Mamans d'Elèves (219), l'Inspection Pédagogique en charge de l'Ecole Primaire, les membres du Centre De Formation Continue des Enseignants du Primaire (172 dont 68 femmes, soit 39,53%) et les enseignants (884 dont 540 femmes, soit 64%)...

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 38 518 manuels scolaires distribués aux 50 écoles
- 5 220 mobiliers mis à disposition des écoles, à savoir les tables-bancs (4 558), armoires (344), les tableaux noirs (22) et les bureaux enseignants (296)
- Il y a eu 251 infrastructures réalisées dont 104 salles classes et 147 latrines construites.

DESCRIPTIF

Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'accueil et des apprentissages, voilà l'objectif du PAQEPP. L'objectif étant de permettre aux 50 écoles du projet (réparties entre Moundou et N'Djamena) de retrouver des conditions normales de travail et d'employer des procédés établis, réguliers et standardisés de travail afin de permettre aux élèves de recevoir un enseignement de qualité.

56 970 élèves sont ainsi concernés, avec la mise à disposition des ouvrages et outils pédagogiques, ainsi que la restauration des règles et des routines administratives en vue d'optimiser la fréquentation et les acquisitions scolaires. Il s'agit par exemple de vérifier régulièrement l'acquisition des compétences par les élèves ou encore de suivre la présence des enseignantes et enseignants et élèves pour limiter l'absentéisme en mobilisant les parents d'élèves notamment.

En termes de grandes avancées, on retiendra tout le programme de mise aux normes matérielles: ce sont en effet 104 salles de classes qui ont été construites, 107 latrines et plus de 5 000 tables-bancs installés pour équiper les écoles, sans parler de la dotation en manuels scolaires avec plus de 38 500 ouvrages destinés aux élèves et aux enseignants.

Un axe essentiel repose également sur l'accompagnement pédagogique, car les équipements, s'ils sont nécessaires pour offrir un cadre d'enseignement adapté, ne résolvent pas les difficultés pédagogiques qui peuvent se rencontrer dans des salles de classe surchargées.

C'est ainsi que l'une des activités phare a consisté en l'élaboration, la signature et la mise en œuvre d'un contrat de performance dans chaque école bénéficiaire du projet. Ce contrat de performance définit de manière collégiale les objectifs pédagogiques et administratifs que chaque école se donne pour améliorer la qualité de l'enseignement. Les écoles respectant le mieux leur contrat de performance bénéficient de dotations et de moyens supplémentaires.

Pour favoriser le suivi pédagogique et la supervision des pratiques pédagogiques de manière efficace, des ateliers de planification harmonisée ont été organisés entre les acteurs : centre départemental de formation continue des enseignants du primaire, Inspections pédagogiques, directions d'école. Ils ont permis de mettre en place un outil commun de planification des actions de formation et de suivi des enseignants. L'objectif est de créer une dynamique d'échanges et de concertation sur le suivi pédagogique pour faciliter la mise en place d'un dispositif efficace et pérenne. Cela renforce le rôle des directions d'école dans le suivi auprès des enseignants. Un comité de suivi de ce planning harmonisé est mis en place pour s'assurer que chaque partie prenante y trouve son compte.

La qualité de l'enseignement passe également par l'engagement de la communauté parentale. C'est ainsi que les équipes ont travaillé avec les AME (associations de mères éducatrices) à la définition de leur 2e plan d'action et au financement de leurs activités génératrices de revenus (AGR), permettant de contribuer aux charges d'entretien de l'école. Ainsi, 19 AME ont reçu chacune 300 000 F CFA, soit 5 700 000 F CFA distribués pour la réalisation de ces activités. En fonction de la nature des AGR et du bénéfice réalisé par chacune, un total de 1 583 100 F CFA de bénéfice a été enregistré.

Suites aux démarches administratives entreprises, toutes les AME de la zone de Moundou ont pu avoir leur autorisation de fonctionner.

De leur côté APE (Associations de Parents d'Elèves) et AME, main dans la main, ont travaillé à la mobilisation des cotisations par les parents pour les écolages. Il s'agit pour les parents d'élèves de s'impliquer davantage dans l'école et de respecter le paiement des écolages, frais permettant de réunir les ressources nécessaires pour les petits achats nécessaires à l'école (craies, entretien des tableaux noirs, cahiers, mise à disposition de matériel pédagogique...).

Cette mobilisation a touché 493 personnes dont 236 femmes, en deçà des attentes en raison des mesures contraignantes mises en place pour faire face à la situation sanitaire.

En perspectives, les contrats de performances seront

évalués en 2021. Cela permettra de primer les dix meilleures écoles qui auront fait leurs preuves dans la mise en œuvre de ces contrats de performance, elles se verront dotées financièrement en vue de la réalisation de microprojets permettant d'appuyer davantage leur dynamisme. Ensuite, de nouveaux contrats seront élaborés.

Les troisièmes plans d'action des AME seront également définis, leur permettant d'organiser les prochaines actions de sensibilisation ; nous comptons aussi durant l'année 2021 financer les AGR des APE.

Et pour finir, dans le cadre du renforcement des capacités des enseignants, 300 enseignant.e.s seront encore formé.e.s par le CALF pour améliorer leur maîtrise de la langue française.



Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou (PLIM)

Tchad: province du Logone Occidental, département de Lac Wey, commune de Moundou, 31 quartiers, mais 13 quartiers à couvrir dans le cadre du projet.

Assainissement : le PLIM (projet de lutte contre les inondations à Moundou) nettoie les canaux de drainage et organise les acteurs en vue de la collecte des déchets dans la ville. L'année 2020 a été marquée par des actions de curage permettant de nettoyer 8,5 km de canalisation; 11 organisations d'assainissement ont été ainsi mobilisées pour cette action. Résultat: près de 84% des personnes enquêtées satisfaites, les inondations les ayant épargnées durant la saison des pluies.

MISE EN OEUVRE

Vaste programme de lutte contre les inondations à Moundou, le projet PLIM se décompose en 3 volets. La composante 3 est pilotée par le groupement Initiative Développement-GRET. Ce projet du Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale (MHUR) est financé par l'AFD, Grand Poitiers et le SYCTOM, il est exécuté en partenariat avec la commune de Moundou. Le groupement ID-GRET appuie la commune dans 4 volets:

- Assainissement Pluvial (AP) centré sur le curage des caniveaux
- Gestion des déchets pour la mise en place de la collecte des déchets ménagers
- Information-Education-Communication (IEC) avec des sensibilisations et le marketing auprès de la population
- Renforcement de capacité des acteurs locaux impliqués dans les différents volets.

La mairie est à la fois partenaire et bénéficiaire de la mise en œuvre du projet. Partenaire parce qu'elle est une collectivité locale qui dispose des moyens matériels, humains et financiers mobilisés pour l'exécution des activités. C'est sur son territoire que se déroulent les activités. Et bénéficiaire parce que le projet renforce ses capacités, assure l'entretien et la réparation de ses engins municipaux et parce qu'elle récupérera les services AP, GDS et les activités IEC. Ainsi, pour assurer l'ensemble de ces activités, la mairie de Moundou bénéficiera de 2 aires de transit des ordures ménagères (ATOM) construites, de 2 camions-bennes ainsi que des poubelles et chariots.

À côté de la commune de Moundou, on compte des associations et des comités d'assainissement qui sont mobilisés notamment pour le ramassage des déchets dans les ménages, assuré par les opérateurs de précollecte (OPC).

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- La mairie de Moundou (l'exécutif, la direction technique, le service garage, les délégués d'arrondissement)
- Les opérateurs de précollecte (OPC)
- Les organisations d'assainissement (OA)
- Les ménages adhérents au service de collecte de déchets dans les quartiers bénéficiaires de l'appui du projet

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- Les chefs de quartiers
- L'ensemble de la population de Moundou
- Délégation du Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale
- Service Hygiène, assainissement de la délégation de santé

VERBATIM

MBAIGUEDEM André, directeur technique Adjoint de la commune de Moundou

«Je tiens à remercier sincèrement le projet PLIM qui a fait un travail satisfaisant dans la ville de Moundou. C'est un travail salubre qui mérite des encouragements de la part des autorités communales. En effet, la mise en place du service de ramassage des déchets dans la ville par ID a transformé le cadre de vie des populations et a limité le rejet des déchets dans les caniveaux. Les déchets sont une cause non-négligeable des inondations.

Par ailleurs, je tiens à féliciter les responsables de ID qui n'ont ménagé aucun effort pour rendre la ville propre. Ainsi, je souhaite longue vie à ID et aux partenaires qui apportent leurs soutiens pour rendre la ville propre, une ville où il fait bon à vivre.»

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 8.5 km de caniveaux curés
- 1 arrêté municipal pris pour fixer la tarification de la collecte des déchets/volume de poubelles
- 60 personnes formées
- 12 182 personnes sensibilisées
- 4 OPC opérationnels pour la collecte de déchets
- 2 quartiers couverts en 2020 (Haoussa et Bornou) pour la collecte des déchets
- 289 abonnés au service déchets

DESCRIPTIF

Contexte et problématique

La problématique de la gestion pérenne du service d'assainissement pluvial et des déchets est une priorité nationale au Tchad. Raison pour laquelle, depuis 2011, l'assainissement a été défini comme un axe stratégique majeur dans les politiques de développement et documents cadres de planification urbaine. Ils visent notamment à développer et entretenir des solutions viables pour l'assainissement des eaux pluviales et des déchets. La ville de Moundou, poumon économique national,

subit chaque année des inondations récurrentes s'étendant sur près de 1000 ha (environ 47% du territoire communal). Cela est dû d'une part à la difficulté de la mairie à exploiter son réseau d'assainissement pluvial (d'ailleurs insuffisant), et d'autre part d'une combinaison de facteurs géophysiques (stagnation des eaux de ruissellement dans les zones non drainées, débordement des eaux du fleuve Logone au Sud et du lac Wey à l'ouest et remontée de la nappe phréatique au nord-ouest) et humains (étalement urbain, accroissement démographique). Le Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou (PLIM), dans sa composante 3, veut donc contribuer à améliorer les conditions de vie des populations de Moundou en favorisant l'accès durable aux services d'assainissement.

Les actions menées en 2020

En ce qui concerne le curage des caniveaux, 8.5 km ont été réalisés en commun accord avec la mairie de Moundou. Pour cela, 11 organisations d'assainissement ont été mobilisées pour le curage en haute intensité de la main d'œuvre (HIMO). Après le curage, une enquête de satisfaction a été organisée : près de 84% des personnes disent être satisfaites, car elles ont été épargnées par les inondations en 2020.

En matière de déchets, en février 2020, ID a travaillé à la mise à jour du plan d'action et de gestion du service déchets. En effet, le scénario qui avait été validé le 29 octobre 2018 par les élus de la commune prévoyait la gestion des ATOM (sur deux quartiers: Mbombaya et Guelkoura) et du service de collecte par camion par un prestataire. Après avoir fait des simulations financières, l'équipe a plutôt suggéré à la mairie de s'occuper de la gestion des ATOM et de déléguer le service par camion à un prestataire. Cette proposition a été validée le 18 mars 2020 par la mairie au cours d'une réunion dans les locaux de la commune.

Le lancement du service déchets s'est fait concomitamment avec la distribution des poubelles. Chaque ménage s'abonnant au service reçoit une poubelle. Les concessions des ménages abonnés sont marquées de signes distinctifs (numéro de carré, jour de ramassage des déchets, n° du circuit de collecte) et c'est ce qui permet à l'opérateur de précollecte de reconnaître facilement les concessions où se trouvent ses clients. La première phase de la précollecte a commencé aussitôt après l'abonnement des ménages au service le 07 novembre 2020 dans le quartier Haoussa et le 26 novembre 2020 dans le quartier Bornou. Les 3 autres quartiers pilotes seront couverts progressivement par le service déchets en 2021. Les OPC font en moyenne 2 déversements / jour à la décharge provisoire. Le camion rehaussé à 12 m3 et la tractopelle de la mairie se chargent d'évacuer les déchets à la décharge finale de Koutou, une fois par semaine. Au total, 288 m3 de déchets ont été évacués vers la décharge finale pour la phase pilote en fin 2020.

Dans le domaine de l'IEC, les activités de sensibilisation dans les associations ont été organisées. Celles-ci ont fait participer les personnels chargées de l'hygiène-assainissement dans les arrondissements, les membres des associations mobilisées et l'équipe projet. Fait marquant, le 15 octobre 2020, ID a célébré la journée de lavage des mains. Cette année, le thème choisi est : "L'hygiène des mains pour tous ". Le contexte sanitaire particulier actuel lié à la pandémie de Covid-19, vient nous rappeler que le lavage des mains avec le savon est une donnée fondamentale pour la santé et le développement des individus. Pour cette 12e édition, l'école Trinité de Mbomian a été choisie pour servir de cadre à la célébration de la journée mondiale du lavage des mains. Plusieurs éléments ont toutefois perturbé la mise en œuvre du projet. En effet, il faut déjà compter sur la réticence des autorités et agents municipaux dans la prise en main du service déchets; ce nouveau service obligeant ses acteurs et actrices à se mobiliser sur un secteur nouveau sans que les moyens de la commune ne soient vraiment renforcés pour les encourager. Dans les quartiers pilotes, le taux d'abonnement se montre encore faible coté ménages, avec un risque de moindre pérennité et un enjeu économique pour que le service puisse perdurer.

Les grandes avancées de l'année

Après beaucoup d'échanges, la commune a attribué 2 sites en vue de la construction des 2 aires de transit des ordures ménagères, infrastructures clés pour que le service déchets par les opérateurs de pré collecte puisse fonctionner durablement. Par ailleurs, la commune s'est dotée d'un arrêté communal fixant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à Moundou ; ce qui permettra d'encadrer le service déchets. Le lancement de la collecte des déchets est effectif et va s'accroître dans les mois à venir.

Perspectives

L'année 2021 doit voir le projet PLIM se clôturer ; d'ici là de nombreux défis sont à relever et notamment la couverture des 13 quartiers ciblés par le service déchets, tout en assurant régulièrement l'évacuation des déchets. La mise en place du service camion sera essentielle pour toucher les habitations sur les routes bitumées et les grands centres de production de déchets (activités commerciales). Enfin, la finalisation de la construction des ATOM sera un grand pas en avant pour mettre en place le service de manière intégrale.



COMORES

2020 a été marquée aux Comores comme partout ailleurs dans le monde par la pandémie de la Covid-19. Les mesures nécessaires prises par les autorités comoriennes - fermeture temporaire des frontières, interdictions de rassemblements, restrictions de déplacements... - afin de juguler la pandémie ont inévitablement eu un impact majeur sur la vie économique et sociale du pays.

La situation politique reste un sujet d'inquiétude suite à la modification via référendum en 2018 de la constitution prévoyant une présidence de l'Union des Comores tournante. Le président actuel, Azali Assoumani, a ainsi pu être réélu en mars 2019 dès le 1er tour avec plus de 60 % des suffrages.

Enfin, sur le plan économique, le contexte est morose notamment du fait de la crise des filières de rente.

En 2020, les activités portées par ID aux Comores ont été durement impactées par la crise sanitaire (interruption des activités, restrictions de déplacements...).

2020 rime également avec transition pour les activités d'Initiative Développement aux Comores. En effet, les programmes Filière Cuiseurs Economes (fin février) et Adduction d'Eau Potable à Ouani (fin mars) ont été clôturés. En parallèle, de nouvelles pistes d'actions sont à l'étude (appui à la société civile comorienne, gestion des déchets...) et pourraient déboucher sur de nouvelles interventions d'ID dans les mois ou années à venir.

ID a néanmoins poursuivi ses activités en faveur du développement écoresponsable de la filière ylang-ylang avec notamment des résultats probants en matière de reboisement, volet mis en œuvre par l'ONG comorienne DAHARI partenaire du projet de structuration de la filière en partenariat avec l'ONG comorienne 2Mains avec la création d'une association interprofessionnelle de la filière de distillation d'huile essentielle d'ylang-ylang ou bien encore en matière de démarche écoresponsable, en sensibilisant des distillateurs à cette question.

MISE EN PLACE

Pour mettre en place ces actions, ID travaille avec des organisations de la société civile sur la base d'une expertise spécifique et culturellement adaptée, en responsabilité souvent sur des activités importantes.

- DAHARI : ONG comorienne partenaire du projet FYDECO pour la mise en œuvre des activités de reboisement
- 2 Mains : ONG comorienne partenaire du projet FYDECO pour la structuration de la filière Ylang et pour la formation des soudeurs.
- MAEECHA : ONG comorienne partenaire d'ID dans le cadre de la convention-programme multi-pays « Développement local » et mettant en œuvre l'ensemble des activités dans 2 communes de Grande Comore (Mitsamiouli, Nyumakomo).
- UCEA : l'Union des Comités d'Eau d'Anjouan est co-maître d'ouvrage du projet AEPA Ouani.

De plus, ID fait aussi appel à des acteurs institutionnels pour mieux ancrer, disséminer et porter politiquement nos actions et innovations :

- La mairie de Ouani est co-maître d'ouvrage du projet AEPA Ouani.
- Le Ministère de l'Agriculture, l'Environnement et la Pêche, a été informé des actions de ID dans les domaines des filières de rente durables (ylang-ylang), de l'énergie et de la réduction des impacts sur les ressources naturelles.

Enfin, ID sollicite également l'aide d'entrepreneurs privés locaux (souvent informels), dans le cadre de sa politique d'appui au secteur privé :

- Soco H2O : entreprise gestionnaire du service d'eau potable à Ouani
- Soco Haidar : entreprise responsable des travaux d'adduction d'eau potable à Ouani
- Atelier de Soudure Professionnelle (ASP) en capacité de construire en autonomie des équipements d'efficacité énergétique pour la distillation d'huile essentielle Ylang-Ylang.
- Artisans maçons pour la construction des Unités de distillation à foyer économe, UDAFE.
- Acteurs de la filière ylang-ylang (producteurs.rices de fleurs ; cueilleur.ses ; manœuvres ; distillateurs.rices)

PARTENAIRES

Financiers

AEP Ouani :

- Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN)
- Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF)
- Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP)
- Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AER-MC)

FYDECO :

- Agence française de développement (AFD)
- Fonds français pour l'Environnement Mondial (FFEM)
- Ambassade de France aux Comores
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- SRC Trading
- Payan-Bertrand



LES PROGRAMMES

Consolidation du service public d'eau potable et amélioration de l'assainissement des eaux usées de Ouani, Comores, Anjouan



Aux Comores, sur l'île d'Anjouan, le projet se déploie sur la localité de Ouani, voisine de la capitale de l'île, Mutsamudu. Elle compte une population d'environ 12 800 habitants.

Le projet « Consolidation du service public d'eau potable et amélioration de l'assainissement des eaux usées de Ouani », débuté en janvier 2016, s'est clôturé en mars 2020. Il visait la modernisation du réseau de distribution en eau potable, la mise en place d'une structure de gestion du réseau et l'amélioration de l'assainissement dans des établissements scolaires de la commune.

Dans un contexte de mise en œuvre difficile (conflits sociaux, instabilité politique, crise économique...) un important travail a été réalisé tout au long du projet :

- De nouvelles conduites d'adduction d'eau ont été installées (12 848 mètres linéaires posés) et un système de potabilisation de l'eau installé,
- Une structure locale d'exploitation a réussi à émerger, grâce aux efforts communs des acteurs du projet (soutien technique et organisationnel, formation, aide à la communication). Cette entreprise a fait d'énormes progrès pour jouer son rôle, permettant la distribution de l'eau potable dans les quartiers raccordés, la répartition équitable de la ressource, la poursuite de la sensibilisation et la maintenance des infrastructures.
- La majorité de la population a plébiscité la réalisation de ce projet. En particulier dans les quartiers mis en eau potable, les habitants se sont dits très satisfaits du service (y compris des personnes opposées initialement). Des pratiques d'hygiène et anti-gaspillage ont également pu être assimilées, les habitants comprenant la nécessité de les mettre en œuvre pour le bien commun.

Néanmoins le contexte social et politique très tendu a débouché in fine par l'accaparement par une minorité du réseau de distribution qui a eu pour effet de rendre impossible le travail de la structure locale d'exploitation. À la date de fin du projet, le réseau fonctionne et est géré par ce groupe de contestataires, la mairie n'étant pas arrivée à reprendre le contrôle du réseau. La structure d'exploitation s'est donc retiré de la gestion.

MISE EN OEUVRE

La mairie de Ouani et l'Union des Comités de l'Eau d'Anjouan (UCEA) sont co-maîtres d'ouvrage du projet. Initiative Développement assure l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la coordination générale du projet et la maîtrise d'œuvre des travaux. Le projet a bénéficié des fonds d'appui de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN), du Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) et de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP).

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 12 800 habitants bénéficiaires du réseau d'eau rénové
- Une équipe technique d'exploitation, d'environ 5 agents, formée au métier de la gestion d'un service de distribution d'eau potable
- Un agent communal et 4 agents de l'UCEA accompagnés et formés pendant toute la durée du projet
- 11 700 habitants sensibilisés à l'hygiène et aux maladies hydriques

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- Les 24 200 habitants de la commune de Ouani

VERBATIM

Salim Alifeni, chargé de mission Eau et Assainissement à la commune de Ouani.

«Le projet AEP a permis à la ville de Ouani d'acquiescer un réseau rénové en eau, et aux quartiers rénovés d'être suffisamment approvisionnés en eau, et ce, sans aucune perte en conséquence. Le projet a aussi permis la création d'un poste de chargé de mission en Eau, Assainissement et Déchets (EAD) au sein de l'équipe communale. Ce poste favorise le suivi et le développement du secteur et la communication au sein de la mairie. Il a également apporté une expérience et une vision dans la gestion communale.»

DESRIPTIF

Le projet « Consolidation du service public d'eau potable et amélioration de l'assainissement des eaux usées de Ouani » a permis de rénover les réseaux d'eau potable de la ville. Un important travail a été réalisé afin de faire avancer toutes les composantes de ce projet.

Le projet a dû s'adapter aux difficultés du contexte et notamment à des conflits sociaux et politiques internes à la commune de Ouani (entre familles de notables, lutte politique en particulier). À cela, s'ajoute une instabilité politique qui a fragilisé l'autorité et la légitimité des acteurs institutionnels, au niveau national et local.

Initiative Développement a pu tirer des leçons fortes de ce projet. Une implication forte de la population et des acteurs locaux est une absolue nécessité pour maximiser les chances de réussite d'un tel projet proposant un véritable changement de pratique (rendre le service payant en contrepartie d'une distribution sans interruption d'eau potable). Forte de son expérience en

matière de mobilisation sociale, Initiative Développement souhaite s'appuyer davantage sur l'utilisation des Approches Orientées Changement (AOC) afin de développer l'engagement des différents acteurs en faveur de changements sociaux nécessaires.

Néanmoins, des signes positifs d'adhésion de la population se sont fait ressentir. Les campagnes ciblées de vente de branchements en parallèle de la réalisation des travaux ainsi que la mise en œuvre du service dans les premiers quartiers a permis de concrétiser les promesses faites lors de la sensibilisation.

Sur la durée du projet, un opérateur de gestion local a été formé et accompagné pour assurer la gestion technique, financière et administrative du service de l'eau. L'opérateur était en mesure de gérer le réseau de manière autonome, comptant 225 clients à facturer au volume et en moyenne 600 facturations au forfait chaque mois, tout en assurant un suivi de proximité des clients. Il mettait également en œuvre son propre plan de communication afin de sensibiliser les habitants au service et de poursuivre l'augmentation du nombre de clients. Enfin, il avait également à charge la maintenance du réseau et du captage, permettant sur cette période une augmentation significative de la quantité d'eau distribuée en ville ainsi qu'une distribution équitable et stable de la ressource entre tous les quartiers.

Malheureusement, la crise sociale et politique n'a pas permis à cet opérateur de poursuivre son travail. Le réseau reste quant à lui fonctionnel sans pour autant donner les mêmes gages de continuité et de potabilité du service.

Le programme a définitivement été clôturé à la fin du premier semestre 2020, après réception des dernières infrastructures.

Filière ylang ylang - Distillation Ecoresponsable (FYDECO)

Union des Comores - île d'Anjouan

Malgré la pandémie de Covid-19, l'année 2020 a été rythmée par plusieurs avancées notables :

- la création formelle d'une association interprofessionnelle de la filière de distillation d'huile essentielle d'ylang ylang, création issue de la prise de conscience du rôle joué par les différents acteurs de cette filière, et de la nécessité de s'organiser face aux menaces qui peuvent peser sur la compétitivité de la filière.
- la définition d'un cahier des charges pour le développement de sites de distillation écoresponsables, la sensibilisation auprès des acteurs et actrices de la filière sur cet aspect et l'identification d'une quinzaine de sites pilotes qui deviendront labellisés «sites écoresponsables».
- la finalisation de la conception d'un nouveau prototype de foyer de distillation économe en bois, encore plus performant car économisant 70% d'énergie en comparaison d'un foyer traditionnel.
- le choix par les agriculteurs de différentes essences d'arbres forestiers et de fruitiers, leur préparation en pépinières et leur plantation (50 000 arbres issus des pépinières plantés), ainsi que la préparation et plantation de 50 000 boutures d'arbres utilisés pour l'embocagement des parcelles.

MISE EN OEUVRE

ID a un engagement fort en faveur de l'appui au développement de filières plus écoresponsables, avec des actions débutées dès 2013 autour de la conception de foyers de distillation économes en bois, évoluant en performance dans le temps, et en formant des artisans à sa fabrication pour en assurer la pérennité. Cette approche a conduit naturellement à promouvoir l'écoresponsabilité englobant la gestion de l'énergie, de l'eau, des déchets, et l'amélioration des conditions de travail et de sécurité, au niveau des sites de distillation. Les actions (définition d'un cahier des charges, identification des futurs sites de distillation intéressés par la démarche) ont démarré en 2020.

Autre engagement fort de ID : l'appui à la structuration de la filière ylang ylang, qui en collaboration avec l'ONG Comorienne 2Mains, a permis de rassembler en une association nationale les représentants de tous les groupes d'acteurs de chacune des îles, cueilleuses, producteurs, techniciens de distillation. Créée en novembre 2020, cette association entend défendre la qualité des

productions d'huiles essentielles, et une juste rémunération de l'ensemble des acteurs.

Enfin, ID a continué de développer son partenariat avec l'ONG comorienne Dahari, qui intervient en faveur de la protection des ressources naturelles, la promotion d'une agriculture durable et la lutte contre le déboisement. Cette dernière activité est très complémentaire de celle du programme FYDECO, dont Dahari conduit toute la partie reboisement et suivi des plantations.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 9 artisans maçons et une entreprise de 7 personnes (ensemblier) ;
- 14 distillateurs engagés dans une démarche écoresponsable et une trentaine accompagnés techniquement dans la maintenance et le bon usage de leurs installations ;
- 9 techniciens formateurs et 30 manœuvres de distillation ;
- 60 cueilleuses et 40 producteurs et productrices de fleurs ;
- 1 525 agriculteurs et agricultrices engagés dans la plantation d'arbres.

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- Les familles des bénéficiaires directs de par leurs activités génératrices de revenus, et la population locale, par la préservation des ressources et de l'environnement



VERBATIM

Dhoul Djamal, assistant responsable de Programme

« Le parcours d'un producteur accompagné, Youssouf Bourhane, est exemplaire : avant d'être accompagné par ID, M. Bourhane ne faisait que cueillir ses fleurs et vendre auprès de tout distillateur intéressé. Seuls ces derniers fixaient les règles, notamment le prix du kilo de fleur. Les entretiens de ses ylanguiers n'étaient qu'occasionnels. Avec l'intervention d'ID, beaucoup des choses ont changé. Il a pris conscience qu'il faut bien entretenir ses ylanguiers pour avoir plus de production. Il arrive à organiser des réunions de réflexion entre producteurs de fleurs, mais aussi entre producteurs et distillateurs dans sa zone pour réfléchir ensemble sur le prix de l'ylang ylang, ce qui n'existait pas avant. Une formation sur la gestion de budget l'a conduit à épargner pour survenir aux imprévus et à penser à planifier ses dépenses. Une formation en agriculture (technique dit du «basket compost») lui a permis d'augmenter le rendement de sa production de manioc et d'assurer la fertilisation de sa petite parcelle. Aujourd'hui, il est élu secrétaire du bureau insulaire de l'association inter-professionnelle de la filière ylang ylang Anjouanaise, il est prêt à sacrifier son temps pour structurer celle-ci. À travers ID, il s'est rendu compte que c'est l'union qui fait la force et que la réussite de cette filière demande l'appui de tous ses acteurs.»

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 1 association interprofessionnelle nationale de la filière ylang ylang créée (en partenariat avec l'ONG 2Mains) ;
- 14 sites de distillation engagés dans une démarche écoresponsable ;
- 9 maçons formés à la construction de foyers de distillation améliorés ;
- 92 acteurs formés à la gestion entrepreneuriale ;

Par notre partenaire, Dahari :

- 53 022 plants d'arbres et 56 611 boutures pour embocagement distribués à 1 525 agriculteurs, dont 567 femmes.
- 11 km de haies bocagères créés.

DESRIPTIF

Contexte et bref descriptif du projet :

Le programme FYDECO est mis en œuvre depuis mai 2019 à Anjouan, en Union des Comores. C'est la 3e phase d'un programme qui a débuté en 2013. Orienté d'abord sur la conception et la création d'une filière de foyers de distillation économes en bois pour la distillation d'huile essentielle d'ylang-ylang, ce programme a très vite évolué vers un accompagnement des acteurs et actrices de la filière en faveur d'un développement plus durable de leurs activités et au renforcement des liens entre eux.

Des actions ont également été développées pour développer des sites de distillation écoresponsables alliant la réduction des impacts via les foyers de distillation économe (permettant de réduire de 50 % le bois utilisé) aux questions de recyclage des eaux de distillation, de la valorisation des résidus, de l'amélioration des conditions de sécurité et de travail.

Enfin des dynamiques de concertation et d'échanges entre acteurs ont été lancées pour la création d'une association nationale, afin de structurer des réponses communes face aux menaces sur la filière, de renforcer sa compétitivité et d'organiser des plaidoyers vers les exportateurs et autorités.

Les principales activités de 2020 :

- **Pérennisation de la filière de construction d'UDAFE**

L'entreprise ASP, ensemblier, accompagnée par ID depuis plusieurs années, est capable de construire une UDAFE complète en autonomie (elle en a déjà réalisé 14), mais aussi d'autres installations autour de la distillation (hangars, double-citernes, ateliers...). Elle a cependant encore des difficultés de gestion et d'anticipation, dans ses activités, ce qui nécessite encore un accompagnement.

Par ailleurs, plusieurs autres artisans qui travaillent en collaboration avec l'ASP ont été formés à la construction et à la maintenance d'UDAFE.

Un répertoire des artisans sera établi en 2021 pour être mis à disposition des distillateurs.

- **Mise en place de «sites écoresponsables» pilotes**

En 2020, la notion «d'écoresponsabilité» des sites de distillation a progressivement été appropriée par des distillateurs, ses contours en ont été définis, l'ensemble des sites de distillation dotés d'UDAFE ont été analysés et 14 ont été présélectionnés. 6 unités de recyclage d'eau ont déjà été mises en service.

La démarche va s'étendre début 2021 par des conventions de partenariat avec 14 distillateurs. Pour chacun de ces sites, un programme d'investissements sera établi. Ces investissements porteront sur l'amélioration des conditions de travail et de sécurité, le recyclage de l'eau de distillation, la valorisation des résidus, et le séchage préalable du bois avant utilisation. Des formations aux bonnes pratiques sont prévues pour les distillateurs, les manoeuvres et les cueilleuses.

- **Soutien à la création de l'Association Interprofessionnelle Comorienne de la filière ylang ylang**

L'accompagnement de ID pour la structuration de la filière via la création d'une interprofession (association nationale) a continué en 2020 malgré une grave crise de la filière, avec l'effondrement des prix d'achat des huiles depuis 2019 impactant l'ensemble des acteurs de la filière. La pandémie de Covid-19 a aggravé encore cette situation.

Novembre 2020 a marqué l'aboutissement de plusieurs années de travail avec la constitution officielle de l'association. Celle-ci inclut l'ensemble des acteurs de la filière de production des HE, et ce, sur 3 îles de l'archipel, participant aussi à la cohésion de l'Union des Comores souhaitée par le Gouvernement. L'étape à venir est d'épauler cette structure dans son plan d'action, et de l'accompagner à organiser les relais nécessaires dans chaque île, afin de rester au plus près des préoccupations des acteurs de la filière. L'interprofession défend notamment un prix plancher de rémunération des cueilleuses.

- **Reboisement et gestion des ressources naturelles pour limiter les impacts de la distillation**

Le travail effectué par notre partenaire Dahari dans l'encadrement et la formation de pépiniéristes et d'agriculteurs et agricultrices, couplé à des opérations de replantations d'arbres importantes, contribue à plus long terme aux capacités d'exploitation du bois pour les divers besoins des habitants de l'île, dont les activités de distillation.

Depuis 2018, l'AOC appliquée aux acteurs de la filière Ylang Ylang dans le Nyumakele sur l'île d'Anjouan donne des résultats très encourageants en terme de collaboration entre acteurs et de structuration de la filière (par des décisions collectives endogènes). En 2020, un travail de capitalisation sur les effets de la démarche a relevé que les changements réalisés par les acteurs du Nyumakele ont contribué à l'idée de structuration de l'interprofession ainsi qu'à l'attitude résiliente des acteurs et actrices face à l'effondrement des prix.



MADAGASCAR

En 2020, Initiative Développement a poursuivi ses actions en faveur du renforcement de la gouvernance locale en région Itasy en partenariat avec les régions Itasy et Nouvelle-Aquitaine porteuses d'une coopération décentralisée depuis 2007 et 4 intercommunalités regroupant 15 communes de la Région.

2020 a par ailleurs confirmé le développement des actions d'ID sur la Grande Ile avec la validation d'un nouveau projet, HANITRALA (Senteurs des Forêts), visant l'amélioration des techniques de distillation d'huile essentielle de feuille de girofle, afin de diminuer l'impact de cette activité sur les ressources naturelles (le bois de chauffage), tout en améliorant les revenus des distillateurs. Celui-ci sera mis en œuvre à partir de janvier 2021 dans le cadre d'un partenariat public-privé entre la GiZ (coopération allemande) et la Fondation Givaudan.

Le contexte de travail en 2020 a été marqué en début d'année par l'installation des nouveaux élus locaux élus fin 2019 puis par la pandémie de la Covid-19 à partir de mars 2020. Les mesures nécessaires prises par les autorités malgaches - fermeture temporaire des frontières, interdiction de rassemblement, restriction de déplacement... - afin de juguler la pandémie ont inévitablement ralenti la mise en œuvre des activités du programme. Néanmoins nos partenaires sur place responsables de la mise en œuvre de la plupart des activités (4 intercommunalités) ont poursuivi leur accompagnement auprès des communes en lien d'une part avec la gestion immédiate de la crise et d'autre part avec les activités de renforcement des communes prévues. Les premiers projets d'infrastructures communales en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement ont été réalisés.

Enfin, la coordination-pays assurée à distance depuis le siège s'est peu à peu structurée avec le recrutement d'une administratrice des finances qui prendra son poste en janvier 2021, la location d'un bureau à Antananarivo et le lancement du recrutement d'un directeur national (homme ou femme).

MISE EN PLACE

Les partenaires d'ID à Madagascar sont ceux du PAGLI, seul programme mis en œuvre par ID à Madagascar en 2020.

Les 4 intercommunalités (ASA, 3AI, MAMISOA et 3A MIROSO) sont les pierres angulaires du PAGLI. A travers leurs équipes permanentes, elles accompagnent les communes, en renforçant leurs capacités à porter et animer une dynamique de développement local concerté en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations et en encourageant la participation active des citoyennes et citoyens.

Les 15 communes membres des intercommunalités sont responsables du développement de leur territoire. Elles ne bénéficient cependant que de peu de leviers financiers et nécessitent un renforcement de compétences sur le plan des ressources humaines, logistiques et organisationnelles. Ces besoins se manifestent sur l'ensemble des domaines dont elles ont la responsabilité et spécifiquement sur le secteur Eau Hygiène et Assainissement. C'est dans ce cadre que le PAGLI intervient concernant les projets EHA.

Les associations féminines locales portent des micro-projets de sensibilisation en matière d'hygiène et d'assainissement. Elles sont vectrices de l'évolution de la perception du genre en renforçant le leadership des femmes et leur participation à la vie publique locale.

La région Itasy : autorité à l'échelle régionale, partenaire de coopération de la région Nouvelle Aquitaine et du programme PAGLI, appuie le programme à travers la mise à disposition de moyens logistiques, de compétences (telle que la cartographie), et de plateformes de communication autour du programme. Elle assure également la mise en relation du PAGLI avec les services déconcentrés de l'Etat.



Hors du PAGLI, nous faisons appel aux entreprises GIZ et Givaudan : Avant tout partenaires financiers du projet HANITRALA, GIZ et Givaudan joueront néanmoins un rôle opérationnel dans la mise en œuvre du projet. Les relations nouvelles sont à construire en 2021.

PARTENAIRES

Financiers

PAGLI

- Délégation de L'Union européenne à Madagascar
- Région Nouvelle Aquitaine
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français
- Agence de l'Eau Adour Garonne

LES PROGRAMMES

Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy - PAGLI

 **Le PAGLI couvre la région Itasy à Madagascar. Il est déployé dans 4 intercommunalités et les 15 communes qui les composent, à savoir :**

- ***l'intercommunalité 3AI avec 4 communes : Imerintsiatosika, Ambatomirahavavy, Arivonimamo I et II ;***
- ***l'intercommunalité 3A MIROSO avec 3 communes : Analavory, Ampefy, Anosibe Ifanja ;***
- ***l'intercommunalité ASA avec 3 communes : Ampary, Soavinandriana et Antanetibe ;***
- ***l'intercommunalité MAMISOA avec 5 communes : Miarinarivo I et II, Soamahamanina, Manazary, Antobe.***

La seconde année du PAGLI (2020) a été en 1er lieu marquée par la prise de fonction des nouveaux maires suite aux élections municipales de novembre 2019. Les nouvelles municipalités ont confirmé leur volonté de poursuivre le travail pour le positionnement des intercommunalités comme structure d'appui et d'accompagnement des communes.

Malgré les difficultés liées à la pandémie du Covid-19, la première phase de réalisation des projets Eau, Hygiène et Assainissement au niveau communal a pu être lancée grâce aux études de faisabilité réalisées par les secrétariats permanents et la mobilisation des habitants.

Le travail de diagnostic des compétences communales pour cibler les activités de formation et de renforcement à destination des élus et des administrations communales a pu être entamé par les secrétariats permanents et sera finalisé en 2021. Le travail d'accompagnement des intercommunalités à l'élaboration de leur vision et plan d'actions a également été entamé en 2020.

MISE EN OEUVRE

La région Nouvelle-Aquitaine (RNA) est coordinatrice et cheffe de file de l'intervention. Présente à Madagascar depuis 2003, la RNA a développé avec la Région Itasy un partenariat ambitieux de coopération décentralisée.

La région Itasy est responsable du pilotage du développement régional. Elle assure le lien institutionnel entre les acteurs accompagnés par le projet et les autres par-

ties prenantes (c'est à dire services de l'Etat, organismes nationaux, ministère).

ID assure la coordination générale du projet, la mise en œuvre des activités transversales et l'accompagnement des intercommunalités pour la mise en œuvre opérationnelle du PAGLI auprès des communes.

Les 4 structures intercommunales sont partenaires de longue date (depuis 2013) de la RNA et de la RI. Elles assurent via leurs secrétariats permanents la mise en œuvre opérationnelle des activités d'appui aux communes et de renforcement des dynamiques intercommunales.

Avec 51,1 % du montant total du budget de l'intervention, l'Union Européenne est le principal bailleur du programme. Le PAGLI bénéficie par ailleurs d'apports financiers venant de la région Nouvelle-Aquitaine, de l'Agence de l'Eau Adour Garonne (AEG) et du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE).

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 4 structures intercommunales et leurs secrétariats permanents (une quarantaine d'élus composant les conseils d'administration des intercommunalités et 12 salariés des secrétariats permanents).
- 15 communes (élus et techniciens communaux)
- La région Itasy (services de la région)
- 35 000 habitantes et habitants bénéficiant des infrastructures Eau, Hygiène et Assainissement construites ou réhabilitées
- 95 associations féminines formées à la gestion de projet
- 17 projets portés par des associations féminines financées permettant de sensibiliser 7 000 habitantes et habitants aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- 470 000 habitantes et habitants des 15 communes appuyées par le PAGLI bénéficiant de la mise en œuvre des projets Eau, Hygiène et Assainissement et du renforcement des capacités communales
- Les services techniques déconcentrés de l'Etat

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 4 projets d'accès à l'eau et d'assainissement mis en œuvre sous maîtrise d'ouvrage communale, touchant 2 289 bénéficiaires (activité poursuivie en 2021 pour une réalisation totale de 30 projets)
- 11 projets eau portés par des associations locales féminines en lien avec leur document de planification touchant 8 327 bénéficiaires (activité poursuivie en 2021)
- 6 campagnes de sensibilisation et/ou de recouvrement de l'impôt local réalisé par des communes
- 2 formations à destination des communes pour améliorer leur performance (230 personnes formées)
- 33 OSC (Organisations de la Société Civile) féminines (94 bénéficiaires directs) formées sur la gestion de projet et la planification de leurs activités

DESRIPTIF

Depuis 2007, la région Nouvelle-Aquitaine (RNA) et la région Itasy (RI) sont partenaires dans le cadre d'un accord de coopération décentralisée. Plusieurs axes de travail sont poursuivis : l'appui à la gouvernance territoriale, le développement rural et la professionnalisation du monde agricole, le soutien à l'entrepreneuriat rural et la mobilité-jeunesse. Le Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy commencé en 2019 s'inscrit dans le 1er volet et dans la continuité d'un 1er programme d'appui à la gouvernance locale (Programme Pilote de

Promotion de l'Intercommunalité en Itasy -3P2I) mené entre 2013 et 2017.

Parmi les besoins identifiés, on peut noter, en particulier :

- les communes peu outillées (ressources humaines et financières) pour faire face aux besoins de développement de leur territoire, de concertation et de planification en incluant la participation citoyenne ;
- les 4 structures intercommunales qui manquent de vision claire quant à leurs axes de développement et qui ne disposent pas de moyens financiers propres pour assurer leur autonomisation ;
- une faible implication et participation des habitants et de la société civile dans la gestion des affaires publiques ;
- un faible taux d'accès à l'eau potable (38,85%) et d'accès à un assainissement domestique amélioré (13,71%) des habitants dans l'ensemble des communes ;
- une fragile articulation entre le niveau communal et le niveau infra-communale (Fokontany) : échanges, coopération, coordination sur la planification du développement local...

À travers le renforcement et l'accompagnement des différents niveaux d'autorités locales dans la région Itasy (région, intercommunalités, communes, Fokontany), le PAGLI vise à améliorer la gouvernance locale. Il s'agit de poursuivre et consolider les dynamiques de concertation multiacteurs initiés dans le cadre du 3P2I afin de répondre aux défis liés à la planification et à l'aménagement du territoire des 15 communes concernées dans une logique de développement durable. Il s'agit également de renforcer les acteurs locaux, que ce soit les autorités locales ou les organisations de la société civile, afin qu'ils soient en mesure de jouer pleinement leur rôle. Enfin, l'action vise la participation accrue du plus grand nombre aux décisions prises au niveau local.

Au cours de l'année 2020, les SP ont été accompagnés afin de réaliser les diagnostics des communes en vue de mettre en place un plan de renforcement des compétences communales en 2021. En parallèle les communes ont renforcé leur compétence en maîtrise d'ouvrage à travers notamment la mise en œuvre de projet concret d'infrastructures d'accès à l'eau sur leur territoire, depuis la conception du projet jusqu'au contrat de gestion en passant par la passation de marché, les suivis de chantiers et les réceptions techniques. Ce travail a été réalisé en étroite collaboration avec les communautés et à travers la création d'espaces de concertation. Par ailleurs, deux formations adaptées aux besoins spécifiques des communes ont également été réalisées (formation des recenseurs et formation au budget-programme).

En complément, les 4 intercommunalités ont également été accompagnées dans la consolidation de leur identité et dans la formulation d'une vision et d'activités au niveau de leur territoire. Cette démarche se poursuivra en 2021 avec l'identification puis la réalisation d'actions de renforcement en cohérence avec l'identité de chaque intercommunalité.

Une trentaine d'OSC féminines ont pu bénéficier d'un premier appui au renforcement des capacités à travers une formation à la gestion de projet en vue de l'octroi de financements issus du fonds d'initiative local.

D'autres actions de sensibilisation ont été menées par les secrétariats permanents à l'intérieur des différentes activités, sur les thèmes de la citoyenneté et du genre.

Une étude socio-anthropologique a été réalisée afin d'identifier les leviers d'une participation citoyenne active dans le contexte spécifique de la Région Itasy. Cette étude sera un support clé pour la mise en œuvre d'activités de sensibilisation à la citoyenneté pour la suite du PAGLI.

La pandémie du Covid-19 a néanmoins ralenti la mise en œuvre des activités du programme. Notamment, le confinement et l'interdiction des réunions ont fortement impacté la mise en œuvre des activités liées à la concertation, au cœur du programme. Les maires et conseillers municipaux ont quant à eux été mobilisés jusqu'au mois de juillet, pour la gestion locale de cette pandémie. Le programme s'est également adapté à la pandémie pour accompagner les intercommunalités dans leur appui aux Communes dans cette période.

Malgré la bonne dynamique et le bon niveau de dialogue local créé par le programme, le contexte peu propice (fermeture des frontières et limitation des rassemblements) nécessite des ajustements de la planification des activités. Le programme sera très certainement prolongé de 6 mois supplémentaires (jusqu'en août 2022) pour terminer les activités et assurer la pérennité des acquis.

HAÏTI

2020 marque une accentuation de la profonde crise sociale, politique et économique qui touche Haïti depuis plusieurs années. Les contraintes liées au Covid-19 sont finalement bien secondaires par rapport aux innombrables difficultés sécuritaires, économiques et de tous types.

Tous les observateurs sont d'accord pour affirmer que «l'Etat s'est effondré». Le gouvernement perd toute légitimité d'une part par son action jugée insuffisante et/ou illégitime, d'autre part par l'arrivée à terme des autres pouvoirs législatifs et locaux, qui n'ont pas été renouvelés. Le président est presque seul à gouverner dans un pays divisé et bloqué. Gouvernant par décrets présidentiels, le pouvoir haïtien apparaît plus que jamais déconnecté des attentes et besoins immédiats de sa population.

Dans ce paysage chaotique, la solution à cette crise ne semble pouvoir venir que des Haïtiennes et Haïtiens eux-mêmes. À ce propos, on peut toutefois s'interroger sur l'attention de la communauté internationale (le «core-group»).

C'est dans ce contexte que ID réitère son choix de s'inscrire au plus près des citoyennes et citoyens, en continuant ses efforts sur le renforcement des capacités des différentes organisations de la société civile. Par l'intermédiaire de ses programmes sur les thématiques de Développement local (DL), de la santé (FORSNUT), ainsi qu'à travers le Programme d'appui à la gouvernance décentralisée (PAGODE), ID s'inscrit au plus près des populations, des autorités locales et en pleine collaboration avec les services de l'Etat, les accompagnant dans la dynamisation de leurs territoires, toujours en coopération étroite avec nos partenaires nationaux ADEMA, CROSE, GRAMIR, ITECA.



MISE EN PLACE

ID continue sa collaboration historique avec ADEMA dans le Nord-Ouest, menant de concert les activités liées au renforcement de la société civile et des autorités locales. Dans le même temps, de nouveaux partenariats sont développés dans cette région pour préparer un projet de développement local en 2021 promouvant les intérêts de la jeunesse de Saint Louis-du-Nord, de l'Île de la Tortue et d'Anse à Foleur.

Dans le cadre du projet PAGODE, les partenariats se poursuivent avec les organisations CROSE, GRAMIR et ITECA, avec une attention toute particulière donnée à la construction conjointe du programme et la place des acteurs locaux.

PARTENAIRES

Les partenariats financiers se poursuivent avec l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement et l'Ambassade de Suisse en Haïti. En outre, ID a continué son assistance technique pour le compte de l'Ambassade de France en Haïti, en accompagnement des organisations de la société civile bénéficiaires du programme PISCCA.

Le partenariat se poursuit par ailleurs avec Médecins du Monde Canada, vu leur capacité à travailler en appui aux structures de santé du Nord-Ouest, et en collaboration étroite avec la plateforme des ONG CLIO - dont ID assume cette année la présidence ad interim - ainsi que les nombreuses organisations haïtiennes et internationales avec lesquelles nous partageons les valeurs d'engagement solidaire depuis des années.

A noter enfin l'engagement d'ID pour «faire atterrir» l'aide, comme le poursuit l'engagement international de la «localisation de l'aide». Sur ce sujet, ID est parmi les organisations en tête du CLIO pour poursuivre les orientations et échanges avec les Agences des Nations Unies et l'Etat.

LES PROGRAMMES

Programme de développement local dans le Nord-Ouest

📍 **3 communes dans le Haut Nord-Ouest, 220 000 habitants (accompagnées par ID)**

📍 **4 communes dans le Bas Nord-Ouest, 240 000 habitants (accompagnées par ADEMA)**

Les acteurs du Nord-Ouest ont fait face à une année extrêmement difficile notamment du point de vue politique, institutionnel, économique, social, sécuritaire. Dans ce contexte, l'enjeu a été pour les gens de continuer à vivre et résister à la détérioration continue de leur région (et globalement du pays). Dans ce contexte, le programme a surtout tenté d'être à leurs côtés et à leur écoute : s'adapter à leurs besoins (notamment durant la première vague Covid-19), puis continuer de maintenir du lien entre les acteurs ainsi que les structures minimales de la société, autant que possible.

MISE EN OEUVRE

- ID est en appui direct aux acteurs locaux du Haut Nord-Ouest
- ADEMA travaille dans les 4 communes du Bas Nord-Ouest

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 7 mairies
- 215 membres des Conseils de Développement Communaux (7*45)
- 36 organisations de la société civile

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- 460 000 habitants du Nord-Ouest

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 14 projets sont en cours par les collectivités territoriales du Haut Nord-Ouest, sur la base des principes de bonne maîtrise d'ouvrage qu'ils ont appris.
- 7 Comités d'Opérations d'Urgence Communaux et le Comité d'Opérations d'Urgence Départemental ont été accompagnés et renforcés pour jouer pleinement leur rôle durant la crise Covid-19 : appui organisationnel et en petit équipement lien avec les différents acteurs dont ceux de la protection civile et de la santé.

DESCRIPTIF

Le programme continue d'avancer sur le renforcement des acteurs locaux, afin qu'ils puissent mener efficacement le processus de développement de leur territoire. En 2020, l'attention a rapidement été mise sur l'appui aux acteurs locaux par rapport à la vague Covid-19. L'État étant presque absent dans le Nord-Ouest, le programme s'est adapté pour appuyer les acteurs locaux à comprendre et à faire face à ce nouveau défi. Ainsi les mairies, les CASECs, les organisations de base se sont mobilisées avec le soutien d'ID. Pour ce faire, une synergie a été faite en mêlant les capacités de l'équipe Développement local et de l'Équipe Santé (voir par ailleurs) : appui aux acteurs locaux, petits équipements, messages de sensibilisation, collaboration avec la protection civile et les acteurs de la santé, etc.

À côté de ce contexte particulier, les acteurs ont continué d'être accompagnés tant bien que mal, en s'adaptant à leurs disponibilités. La dynamique en cours depuis un an s'est poursuivie concernant le renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale, à l'intention des maires, cadres des mairies, CASEC (Conseils d'Administrations des Sections Communales), secrétaires des CASEC et cadres de concertation des collectivités territoriales. Ils

ont ainsi pleinement expérimenté leur rôle de maître d'ouvrage grâce à une subvention en cascade allant de 300 000 HTG (environ 3 000 euros pour chaque section communale) à 1,500 000 HGT (pour chaque mairie) et un accompagnement de proximité pour la réalisation de leurs projets issus des plans communaux de développement. Cet exercice revêtait un cachet particulier puisqu'en général les financements externes reçus par les collectivités territoriales en Haïti ne transitent pas par le compte bancaire officiel de l'institution et en conséquence ne sont pas soumis aux différents niveaux de contrôle établis par la loi (contrôleurs financiers territoriaux, Cour supérieure des comptes et des contentieux administratif, puis Banque Nationale de Crédit).

Parmi les 14 projets, plusieurs portent sur la construction de bureaux de CASEC, de passerelles permettant d'enjamber des ravins et la réfection de tronçons de route souvent impraticables. Malgré le contexte très dé-

Programme Santé - nutrition

10 communes du département du Nord-Ouest

Le programme santé d'ID continue de promouvoir le renforcement du système de santé ainsi qu'une meilleure interaction entre les acteurs locaux et les structures de santé, sur une majeure partie du territoire du Nord-Ouest. En 2020, le programme s'est totalement adapté puisque le Covid-19 est devenu l'enjeu prioritaire de tous les acteurs de la santé durant plusieurs mois. Le programme a tourné à plein régime pour continuer en parallèle à promouvoir les meilleures pratiques d'alimentation et l'amélioration de la nutrition des personnes plus vulnérables. Un fait marquant a aussi été son expansion dorénavant jusque sur l'île de la Tortue, territoire habituellement délaissé par les programmes de coopération, mais comptant une population pourtant importante et désireuse de s'organiser pour le changement.

MISE EN OEUVRE

ID mène ce programme en collaboration notamment avec la Direction sanitaire du Nord-Ouest (DSNO), les Directions de Port-au-Prince (en particulier l'Unité de Coordination du Programme National de Nutrition), la CNSA, les structures de santé, les mairies et de nombreux autres acteurs et organisations. En 2020 le programme s'est développé à travers le projet FORSNUT (Renforcement du système de santé et des acteurs du Nord-Ouest face à la malnutrition), mis en œuvre en partenariat avec l'ONG Médecins du Monde Canada, très présente en particulier auprès des structures de santé dans la partie du Haut Nord-Ouest.

favorable, les 14 projets ont avancé dans le Haut Nord-Ouest : à la fin de l'année, 1 était finalisé, 10 en phase de finalisation, et 3 en cours, dans l'attente de résolution de conflits internes. Par cette démarche, les collectivités territoriales ont surtout témoigné tout leur intérêt d'« apprendre en faisant », ce qui est la plus grande valeur ajoutée du programme. Ils le font en outre avec une attention et concertation de la population à chaque niveau.

En parallèle, ID et ADEMA continuent de collaborer avec une bonne trentaine d'organisations de base, pour le suivi continu et l'accompagnement des projets qu'elles ont mis en œuvre l'année précédente.

Ce programme est aussi un défi parce qu'il s'inscrit dans une approche globale ambitieuse menée par l'Etat dans l'ensemble du département, avec l'appui technique et financier de l'Union Européenne. Dans ce cadre, ID y collabore étroitement avec les autres projets menés par les organisations Gret, Caritas Suisse, Protos, AVSI, et d'autres encore. L'enjeu pour ID est d'allier à la fois une approche appropriée localement, et intégrée dans une politique intersectorielle ambitieuse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La collaboration avec notre partenaire ADEMA reste importante et constante, en transversal sur le Bas Nord-Ouest.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- 12 structures de santé dans le Nord-Ouest sont accompagnées directement par ID

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- 455 000 habitants du Nord-Ouest

RÉSULTATS

- Un diagnostic organisationnel a été finalisé avec la DSNO, pour mieux connaître 35 des principales structures de santé du département.
- Face au Covid-19, les prestataires de soin des dix communes du département ont été accompagnés, renforcés dans leurs connaissances et pratiques, et dotés en petits matériels.
- Les structures de santé et les communautés de l'île de la Tortue, la commune la plus inaccessible du département, sont désormais accompagnées pour se renforcer elles-aussi dans leurs pratiques de santé et nutrition

DESCRIPTIF

Cette deuxième année du projet (année 2020) a été marquée non seulement par la crise de Covid-19, mais aussi (et surtout) par la situation socio-politique extrêmement difficile pour le pays : vives tensions, kidnappings, vols, viols, meurtres.

Le système de santé du Nord-Ouest n'était pas prêt pour faire face) à la pandémie : manque de matériel, manque de disponibilité du personnel, manque de personnel. Dans ce cadre, le programme s'est adapté immédiatement en se mettant à l'écoute et à la disponibilité des acteurs locaux et départementaux. Des masques ont été commandés et confectionnés localement par les couturiers du département. Des formations ont été faites et des équipements de protection fournis. Des stations de radios ont été renforcées, tant en équipement de diffusion qu'en capacité et d'informer sur la réalité de la maladie. Les différents acteurs ont ainsi été accompagnés pour comprendre et adopter des mesures plus adaptées.

Malgré les innombrables difficultés dues au contexte national, de nombreuses avancées ont aussi pu être réalisées dans le programme avec les acteurs locaux. Tout d'abord, un diagnostic organisationnel et institutionnel a été réalisé auprès de 35 des principales structures de santé du département. Il est riche d'enseignements, au point que la DSNO se réjouit de tenir aujourd'hui entre ses mains un outil d'analyse de connaissance des structures de son département.

Des formations ont été faites avec les personnels de santé ainsi qu'avec les communautés. Aussi, une AOC a été mise en œuvre autour du centre de santé Raymond, pour mobiliser les acteurs et actrices autour d'une dynamique de changement pour une amélioration de la prise en charge et de la fréquentation du centre. D'autres AOC seront réalisées en 2021 autour de 8 autres centres de

santé. Une démarche de ROI a été réalisée auprès du centre de santé Bord de Mer, destinée également à servir de pilote pour d'autres ROI d'autres centres en 2021. Celles-ci entraînent un intérêt et une implication majeure de la part des différents groupes, très prometteuse pour les prochains mois. De même, les organisations de la société civile progressent dans les 10 communes du pays ; et elles se préparent en particulier à proposer des petites initiatives pour l'amélioration des conditions de santé, hygiène et nutrition sur leurs territoires, dans le cadre d'un dispositif de microfinancement d'ID.

Enfin, ID a aussi déployé ces mêmes activités sur l'île de la Tortue, ce qui est une avancée majeure permise grâce à la bonne collaboration avec tous les acteurs locaux et à l'engagement continu des équipes dans leur département.





En 2018, ID a validé un nouveau projet stratégique proposant de transformer le positionnement et les pratiques de l'association pour accompagner des dynamiques de territoires et les acteurs qui les portent. Il s'agit également de dépasser la rhétorique dépassée du Nord venant en aide au sud pour privilégier une approche sur des problématiques communes comme celle de la participation citoyenne. Dès lors, ID souhaite s'appuyer sur son expertise acquise auprès de populations « au loin » pour favoriser ce type de posture et de démarche sur un territoire en France.

Cette volonté d'implication en France s'est notamment concrétisée par la fusion avec l'association bordelaise Projets Solidaires (APS) en 2019, et la relance de l'initiative DEFIS (Développons Ensemble une Fabrique à Innovations Solidaires), qui se déroule en région Nouvelle-Aquitaine (RNA) principalement.

L'objectif de DEFIS est de mettre en lien des étudiants et des porteurs de projets qui luttent contre le dérèglement climatique. Il est né d'un constat : l'innovation pour la solidarité internationale est indispensable pour pouvoir répondre aux enjeux globaux et aux besoins des populations vulnérables. Ainsi, ce programme permet à des étudiants de mettre leurs compétences au profit de porteurs de projets de Nouvelle-Aquitaine, d'Afrique francophone ou d'Haïti.

2019 a aussi vu la création d'une nouvelle antenne dans la métropole bordelaise, permettant de coordonner au mieux le programme DEFIS et de faire bénéficier à toute l'ONG d'un rayonnement territorial stratégique en RNA. En effet, constituée de villes à forte croissance démographique comme de grandes zones rurales, d'une situation côtière particulière (720 km de littoral, l'estuaire de la Garonne et celui de l'Adour), mais aussi des Pyrénées ou encore du Marais poitevin, la RNA est un territoire vulnérable au changement climatique. C'est pourquoi il est primordial pour ID d'impliquer les acteurs territoriaux de France et d'Afrique (jeunes, partenaires, institutions...) dans la résolution des défis locaux et globaux engendrés par le dérèglement climatique et

les inégalités.

Autrement dit, la stratégie d'ID en France s'articule principalement autour du programme DEFIS qui s'appuie sur les compétences et savoirs-faire de l'ONG en matière d'appui de projets et développement international, afin de mobiliser la jeunesse sur la Nouvelle-Aquitaine et de les mettre en lien direct avec des acteurs internationaux, la majeure partie des porteurs de projets étant issus du continent africain : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun, Madagascar, Mali, Tchad, et Comores.

MISE EN PLACE

L'objectif d'ID en France, via le programme DEFIS notamment, est de renforcer les synergies entre acteurs. Ainsi, des partenariats sont créés entre le monde universitaire et scolaire, celui de l'entreprise sociale et solidaire (ESS) et de l'innovation, et celui de la solidarité internationale, en lien étroit avec les collectivités territoriales. Le projet étant transversal (enjeux du dérèglement climatique, de l'innovation, d'une formation professionnalisante, et de la solidarité – locale comme internationale), cela implique de travailler avec des acteurs et partenaires variés :

- Mise en place de partenariats avec des écoles et des universités de l'enseignement supérieur : l'université de Bordeaux, l'université Bordeaux Montaigne, l'université de Poitiers, l'université de La Rochelle, l'IUT GMP de Bordeaux, l'IFAIID, Sciences Po Bordeaux, les écoles d'ingénieurs ENSCBP-Bordeaux INP, l'ESC Business School de Pau, l'école d'ingénieur ESTIA à Bidart, l'ENSIP et les chaires UNESCO et TRENT notamment.

- Engagement avec les réseaux associatifs et de l'ESS comme : SO Coopération, le RADSI, le CRESS, Acclimterra, Afdi.

- Pérennisation de partenariats à l'occasion d'événements annuels : CliMates ou encore l'Institut des Afriques.

- Intégration dans des consortiums comme celui d'EGIN+ : Ecole d'ingénieurs de l'ESTIA, universités de Navarre (Upna, Espagne) et de Mondragon (Espagne). Ces partenariats entre la France et l'Espagne permettent d'agir sur la lutte contre le changement climatique, à travers l'entrepreneuriat d'impact et l'innovation positive auprès des jeunes.

PARTENAIRES

Dans le cadre de DEFIS, de nombreux projets innovants d'entreprises, de collectivités ou d'associations issues de Nouvelle-Aquitaine ou du continent africain sont incubés : BioBeeBox, Bio Bag, ONG Espoir, Agri-Bio, Budget our planet, Placycle, TerraVolt, CERISE, AICY, Recycling Togo, Moon, Electriciens sans Frontières, Smile Rain, Gbobètô, Train & Travel With Women For Africa, Laboratoire d'Innovations Sociales de Dakar, Association Tremplin de la jeunesse camerounaise, JIWNIT, Madio Gaz Tsara, Groupe Yiriimex, Grainothèque TCHAD.

En parallèle, les actions de ID en France sont financées par :

Eurorégion Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre (EGIN+)

Agence Française de Développement

Région Nouvelle-Aquitaine

Bordeaux Métropole

Ville de Mérignac.

LES PROGRAMMES

Projet d'Appui à la Mobilisation des ONG françaises sur le Climat 3 [PAMOC 3]

France

Le PAMOC 3 - (2019-2021) vise à renforcer la visibilité et le rôle des OSC de solidarité internationale françaises membres de la commission Climat et Développement de Coordination Sud et leurs partenaires au Sud dans le processus de mise en œuvre de l'accord de Paris.

Le dispositif de capitalisation mis en œuvre au sein du projet permet aux membres de la Commission Climat de mettre en débat savoirs et pratiques autour des actions visant la lutte contre les changements climatiques sur les différents terrains d'intervention des ONG membres.

MISE EN OEUVRE

Au sein de la commission Climat et Développement animée par le GERES et qui regroupe près de 30 ONG de solidarité internationale, ID est porteuse de l'axe «capitalisation» qui prévoit l'animation de temps d'échanges et d'ateliers entre pairs autour de thématiques définies collectivement.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- Participantes et participants aux ateliers de capitalisation

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- les équipes des structures participantes
- l'ensemble des membres de la CCD

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 2 ateliers de capitalisation organisés en 2020
- 2 livrables rédigés et disponibles en ligne

VERBATIM

Participant aux ateliers

«Même si la crise du COVID a limité les possibilités de rencontre, les ateliers de capitalisation permettent des interactions intéressantes entre membres et un partage formel et informel enrichissant»

DESCRIPTIF

La commission Climat et Développement (CCD) de Coordination Sud regroupe 27 organisations de la société civile et vise à permettre aux acteurs non-étatiques français de mettre en œuvre une réponse commune structurée et efficace face aux défis soulevés par les changements climatiques. Ses travaux sont encadrés par le Projet d'Appui à la Mobilisation des ONG françaises sur le Climat (PAMOC 3) lancé en janvier 2019 et structuré autour de 3 axes :

- Axe 1: renforcement des capacités climat des équipes des OSC en France et dans leur pays d'intervention, ainsi que celles de leurs partenaires terrain
- Axe 2: production d'un savoir scientifique et technique sur les interactions climat-développement et déclinable sur le terrain
- Axe 3: plaidoyer auprès des pouvoirs publics français afin d'accroître la cohérence climat des politiques au regard des engagements pris dans l'Accord de Paris et l'Agenda 2030.

L'axe capitalisation est transversal aux travaux du PA-MOC 3 et repose sur l'organisation d'un atelier de partage d'expériences et de pratiques par semestre. 2 ateliers ont donc été organisés en 2020 :

- Un premier atelier (juillet 2020) a porté sur l'intégration de l'approche genre au sein des projets climat. À partir des expériences d'Acting for Life, CARE France, Entrepreneurs du Monde, GERES, GRET, WWF, ID et l'éclairage du Groupe Initiatives, les réflexions collectives ont mis en avant les facteurs de réussite permettant une meilleure appropriation des enjeux de genre par les équipes projets, et au sein mêmes des activités des projets, la nécessité de trouver un équilibre entre prise en compte des normes de genre existantes dans nos pays d'intervention et leur remise en cause.

- Le second atelier (novembre 2020), organisé à distance compte tenu du contexte sanitaire, a réuni virtuellement des membres d'Acting for Life, All4Trees, Care, Cœur de Forêt, Entrepreneurs du Monde, le GERES, ID, Planète Urgence et l'Association la Voûte Nubienne pour échanger autour des leviers d'action permettant d'améliorer l'accès et la disponibilité des financements des projets climat. Cet atelier a aussi permis de souligner les écueils classiques des financements publics et privés (tout particulièrement ceux de la finance carbone) et de réfléchir à des pistes pour tenter de les dépasser.

Les deux ateliers ont abouti à l'élaboration de deux documents de capitalisation reprenant les principales réflexions et bonnes pratiques issues des rencontres et échanges entre participants.

Dispositifs innovants et intégrés d'Implication des Acteurs et de Renforcement des Organisations (DIARO)



Multi-pays

Phase 1 (jusqu'en juin 2020) : Haïti, Bénin, République du Congo, Comores, Sénégal, Madagascar

Phase 2 (à partir de juillet 2020) : Haïti, République du Congo, Sénégal, Tchad, Madagascar

L'année 2020 est, une année, charnière pour la convention-programme DIARO : fin de la première phase de 3 ans, évaluation de cette phase et démarrage d'une nouvelle phase de 3 ans. L'évaluation conduite de mai à juin 2020 par le cabinet Inter-mondes Belgique a relevé des résultats très concluants des 2 approches (Approche Orientée Changement – AOC et Renforcement organisationnel et Institutionnel –ROI), en terme d'initiatives spontanées des acteurs et de structuration des organisations. Les recommandations ont permis de concevoir une phase 2 déployant un plus grand nombre d'expérimentations avec un accent renforcé sur l'essaiage des approches au sein d'ID et au-delà (dans les secteurs SI et ECSI). Cette dynamique a commencé à se concrétiser dès le 2nd semestre 2020 par le lancement de nombreuses nouvelles expérimentations au sein d'ID (au-delà de DIARO) et auprès d'autres organisations (prestations de services).

Sur la fin de la phase 1 DIARO et au démarrage de la phase 2, la crise sanitaire a limité les déplacements internationaux et les réunions dans les pays, obligeant à reporter certains lancements d'approche. Toutefois, une démarche de ROI a été lancée en février 2020 auprès de 4 intercommunalités à Madagascar, et une AOC a été lancée en novembre 2020 autour d'un centre de santé en Haïti.

MISE EN OEUVRE

Haïti : mise en œuvre de l'AOC et du ROI dans 9 centres de santé, en partenariat avec MDM Canada.

ADEMA, partenaire historique d'ID, a également bénéficié de la formation sur l'AOC et le ROI.

Sénégal : appui ROI auprès de l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Fatick (appui dans la mise en œuvre de sa stratégie d'adaptation aux changements climatiques au sein de son organisation).

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

Haïti – projet Forsnut :

- AOC autour d'un centre de santé : 33 acteurs mobilisés autour de changements
- ROI centres de santé : 3 personnes du centre de santé Bord de Mer dans le Bas Nord-Ouest
- 16 personnes de l'équipe ID et MdM formées aux approches
- 3 membres d'ADEMA formées aux approches

Sénégal – PRODER : Membres de l'ARD de Fatick appuyés en ROI : 15 personnes

Comores – FYDAFE : 41 personnes mobilisées autour de changements dans le Nyumakele sur l'île d'Anjouan

Madagascar – 23 membres des 4 intercommunalités dans la région Itasy

République du Congo- ECODEL – 690 membres des CDL et GIEC appuyés en ROI

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- Haïti : Population de la commune Raymond : environ 30 000 personnes
- Sénégal : Population de la région de Fatick
- Comores : 330 000 habitants des 5 préfectures d'Anjouan
- Madagascar : Population des 4 intercommunalités de la région d'Itasy : 475 568 habitants
- République du Congo : 177 000 habitants des 5 districts du Pool et 2 de la Bouenza

VERBATIM

Zaidou Houmadi, animateur spécialisé énergie FYDECO, 30 ans

« Il y a eu un impact direct, ça les a changé vraiment dans leur manière de voir les choses : (...) ça leur a permis d'avoir confiance en eux-mêmes. (...) il y a aussi les cueilleuses car avant elles travaillaient séparément et maintenant elles sont en association et elles ont développé d'autres activités comme le maraichage : ça c'est un grand changement. »

Nidhoime Moussa animateur filière chargé du suivi AOC et formation des acteurs, 33 ans

« Ce que vraiment j'ai apprécié c'est qu'on laisse le public parler, donner son opinion (...) Ça permet de résoudre divers problèmes dans la zone : avant il n'y avait que des conflits mais maintenant les acteurs se rassemblent autour de problèmes communs (...), discutent et trouvent la solution. Ce n'est pas plus compliqué ».

RÉSULTATS CHIFFRÉS

- 250 personnes de la filière ylang-ylang mobilisées autour de changements d'ampleur dans le département du Nyumakele sur l'île d'Anjouan : régulation du prix de vente des huiles, collaboration entre acteurs, préfinancements et accords de prêts, renforcements entre pairs, amélioration de la qualité des fleurs puis de l'huile, regroupement des femmes cueilleuses de fleurs en organisation et réalisation d'activités en commun etc.
- Environ 90 actions de renforcement répondant à leurs demandes pour 5 comités de développement local (CDL) et 6 groupements d'intérêt économique commun (GIEC) en République du Congo ; les 11 organisations reconnaissent s'être structurées.
- 4 intercommunalités malgaches regroupant 15 communes au total ont consolidé leur identité et se sont donné un plan d'action au niveau de leur territoire.
- 34 personnes d'équipe de terrain ID, ou d'organisations partenaires formées aux démarches AOC et/ou ROI en 2020.

DESCRIPTIF

Depuis 2017, la convention-programme DIARO, portée par le pôle Partenariat et Renforcement des Acteurs (PAR) permet d'intégrer au sein des projets d'ID de nouvelles approches méthodologiques pour renforcer l'implication des acteurs et actrices ainsi que l'autonomisation et la structuration des organisations. La 1ère phase a pris fin en juin 2020, et une seconde phase a débuté en juillet, suite à une évaluation externe réalisée courant mai-juin 2020 par des consultants de l'organisation Inter-Mondes Belgique. En raison des contraintes liées à la pandémie, cette évaluation a été réalisée à distance. Les équipes ID et partenaires des 6 pays concernés ont été interrogées ainsi que les acteurs et actrices locaux bénéficiaires des approches (associations au Bénin et au Congo et acteurs de l'AOC en Haïti et aux Comores).

Les principales conclusions de l'évaluation relèvent la pertinence du programme, car il expérimente et développe une expertise originale sur différentes approches axées sur le changement des populations, les initiatives spontanées et l'empowerment des individus et des groupes, là où les logiques « projet » et « qualité » actuelles renvoient plus à la rentabilité qu'aux effets et impacts sur la société. L'évaluation témoigne de différents changements chez les acteurs et les organisations, mais aussi des changements de posture chez les animateurs qui deviennent plus facilitateurs que formateurs ou encore des effets à l'échelle d'un secteur : l'exemple le plus flagrant étant le processus de structuration en interprofession de la filière ylang-ylang sur l'île d'Anjouan.

Le démarrage de la phase 2 de DIARO est marqué par une montée en puissance de l'essaimage des approches au sein d'ID, mais également auprès des pairs, ce qui se traduit par davantage de partenaires, de nouvelles expérimentations et de nouveaux transferts à d'autres organisations.

Étant donné que les expérimentations reposent sur la formation et l'accompagnement des équipes et partenaires par le pôle PAR, la pandémie a eu un impact sur la réalisation des activités prévues dans les derniers mois de la phase 1 et les premiers mois de la phase 2 de DIARO. En 2020, 2 missions ont pu avoir lieu pour lancer des expérimentations en mars et novembre 2020, mais 4 autres missions ont dû être annulées. Des alternatives ont pu parfois être trouvées comme par exemple la réalisation d'entretiens à distance pour la capitalisation au Congo ou un appui à distance pour l'ARD de Fatick au Sénégal.

À Madagascar, le lancement de la démarche de renforcement de l'autonomie de 4 intercommunalités de

la région d'Itasy a permis de consolider l'identité de chaque intercommunalité et de définir leur vision et les actions stratégiques qu'elles souhaitent mettre en œuvre. Sur la base d'un atelier pilote animé avec le pôle PAR, malgré la pandémie et le retour en France des équipes ID en raison de la fermeture du pays, l'équipe des secrétariats permanents (SP) des intercommunalités a pu animer seule la suite des ateliers.

Aux Comores concernant l'AOC dans le programme FYDECO, à partir de 2019 avec l'effondrement du marché de l'ylang-ylang et la baisse très forte de la demande en huile, tous les acteurs et actrices concernés par l'AOC ont été lourdement impactés.e.s. Cependant dans ce contexte très difficile, les acteurs ont fait preuve d'une résilience importante, en nouant des collaborations leur permettant de mieux supporter la crise collectivement. Malgré les difficultés liées à la pandémie et au contexte de la filière, le suivi et l'encouragement des changements continuent auprès des 250 personnes impliquées dans l'AOC.

Au Sénégal, l'ARD de Fatick devait être accompagnée directement par le pôle PAR pour opérationnaliser sa stratégie d'intégration du changement du climatique, avec pour objectif d'aboutir à un plan d'action et de renforcement de capacités. Avec l'impossibilité de réaliser une mission, une méthodologie à distance a été proposée afin que l'ARD puisse animer elle-même cette démarche, ce qu'elle a fait.

En République du Congo, les 5 CDL et les 6 GIEC ont été accompagnés dans le renforcement organisationnel et institutionnel de leur structure jusqu'en juin 2020. La réalisation de leurs engagements internes a également pu être suivie et accompagnée grâce à des temps de prise de recul animés par l'équipe. Des ateliers bilans pour évaluer leur convention ont été également réalisés en 2 temps entre mars et juin avant la fin du projet et une capitalisation de la démarche a été réalisée à distance sur base d'entretiens. Les équipes ID au Congo se sont appropriées la démarche ROI et ont pu la mettre en œuvre de manière qualitative. Au-delà, au Congo, de nouveaux projets ont vu ces approches d'autonomisation des acteurs locaux systématiquement intégrées.

En Haïti, une mission en novembre 2020 a permis la formation de 19 personnes sur les méthodologies innovantes AOC et ROI de l'équipe projet santé nutrition dans le Bas Nord-Ouest (ID, MdM Canada et ADEMA). À la suite de quoi un dispositif AOC visant la mobilisation des acteurs autour de l'amélioration de l'offre de soin et de la fréquentation des centres de santé a été défini. Enfin un atelier pilote AOC a été animé sur l'aire de desserte du centre de santé Raymond ainsi qu'un atelier pilote de ROI auprès du centre de santé de Bord de Mer. La suite des ateliers AOC auprès d'autres aires de desserte et de ROI auprès de centres de santé sera poursuivie en 2021.

LE RAPPORT FINANCIER D'ID EN 2020

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Une année marquée par la crise sanitaire :

> **Le budget d'ID de 5,5 millions €** est en retrait de près de 13% par rapport au budget 2019.

> **Un Résultat net déficitaire de 38 976 €.**

Le résultat d'exploitation déficitaire de 94 360 € est compensé par un **résultat Exceptionnel de 39 621 €** et un **résultat financier de 15 763 €.**

> **Haïti**, toujours première zone d'intervention d'ID avec une activité cette année de 1,9 millions €. **Le Tchad** vient ensuite (1,3 millions €) puis **le Congo** (0,8 millions €) et **les Comores** (0,6 millions €)

17% du budget 2020 mis en œuvre par nos partenaires en Haïti, aux Comores, au Bénin, au Burkina Faso et au Sénégal

> Les comptes d'ID ont été établis selon le nouveau règlement comptable ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018.



COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION 2020

ORIGINE DES RESSOURCES

Avec un total de 7,6 millions €, les ressources de l'exercice sont en diminution par rapport à 2019 (8,1 millions €).

Cette diminution s'explique par la variation des fonds dédiés alors que le montant des subventions et autres concours publics encaissés est, quant à lui, en augmentation de 845 000 € sur 2020.

Les subventions et autres concours publics sont toujours et de loin la première ressource d'ID. Ainsi en 2020, **les bailleurs institutionnels représentent 77% des ressources encaissées**, au premier rang desquels figurent l'Agence Française de Développement et l'Union européenne. Puis viennent les syndicats et agences régionales de l'eau, la Région Nouvelle Aquitaine et Grand Poitiers.

Les contributions de partenaires privés (principalement des fondations, françaises ou étrangères) viennent cofinancer les programmes à hauteur de **3% des ressources encaissées**.

Les fonds issus de la générosité du public représentent 2% du total des ressources encaissées. Ils sont en légère augmentation en valeur à hauteur de 95 296 euros.

Les autres produits (ressources générées par les prestations de services principalement) sont stables, s'élevant à 19% des ressources encaissées (1,1 millions d'euros).

DESTINATION

Plus de 9 euros sur 10 sont consacrés aux missions sociales de l'association grâce à notre effort permanent de maîtrise des dépenses de collecte de fonds (1% des emplois) et de fonctionnement (7% des emplois).

Ces missions sociales sont très largement réalisées à l'étranger (5 millions d'euros dont 0,8 millions versés à des organisations partenaires). Les actions réalisées en France s'élèvent à un peu plus de 30 000 euros.

2,1 millions de ressources non utilisées en 2020 sont reportées en fonds dédiés sur 2021.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La contribution des bénévoles apportant leur appui et leur expertise à ID est évaluée à **38 935 €, soit 1,27 emploi ETP (équivalent temps plein)**. Cet appui bénévole bénéficie à hauteur de 30% aux missions sociales et à hauteur de 70% au fonctionnement de la structure.

A – PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2020		
	TOTAL	%	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE			
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			
1.1 Cotisations sans contrepartie	1 410	0,02%	1 410
1.2 Dons, legs et mécénat	91 733	1,55%	91 733
- Dons manuels			
- Legs, donations et assurances-vie			
- Mécénat			
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	2 152	0,04%	2 152
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			
2.1 Cotisations avec contrepartie			
2.2 Parrainage des entreprises			
2.3 Contributions financières sans contrepartie	186 467	3,15%	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 099 523	18,57%	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	4 538 188	76,67%	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	227 749		
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 458 784		6 530
TOTAL	7 606 008		101 826
CHARGES PAR DESTINATION			
1 - MISSIONS SOCIALES			
1.1 Réalisées en France			
- Actions réalisées par l'organisme	30 067	1%	454
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France			
1.2 Réalisées à l'étranger			
- Actions réalisées par l'organisme	4 130 064	76%	62 423
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	845 298	16%	12 776
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	35 048	1%	857
2.2 Frais de recherche d'autres ressources			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	400 308	7%	9 786
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	88 891		
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	0		
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	2 115 307		15 530
TOTAL	7 644 983	100%	101 826
EXCEDENT OU DEFICIT	-38 976		

BILAN ET POLITIQUE DE FONDS ASSOCIATIFS

L'actif immobilisé est constitué principalement par les locaux du siège de l'association à Poitiers ainsi que ceux de locaux à Port au Prince (Haïti), dont ID est propriétaire.

Notre ONG étant principalement financée par des concours publics, la date d'encaissement de ces fonds impacte fortement le bilan. **Ainsi, au 31 décembre 2020, le total du bilan est en augmentation de plus de 38% par rapport au bilan présenté en 2019 compte tenu de la hausse des fonds dédiés de 45% (subventions reçues des bailleurs de fonds mais non encore utilisées).** Cette hausse des fonds dédiés s'explique à la fois par des décaissements de bailleurs de fonds reçus en fin d'exercice mais aussi par la diminution du niveau de l'activité d'ID sur l'exercice.

ACTIF	Net 2020	Net 2019
Actif immobilisé	124 199	154 259
Créances	1 657 219	1 540 963
Disponibilités	2 830 411	1 648 370
Comptes de régularisation	31 050	16 017
TOTAL ACTIF	4 642 878	3 359 610

LE MODÈLE ECONOMIQUE D'ID

Comme pour la majorité des ONG de développement, le modèle économique d'ID se caractérise par l'importance des subventions et autres concours publics.

Les fonds issus de la générosité du public ne représentent qu'un faible pourcentage du budget mais **ont un rôle essentiel** pour financer certaines actions spécifiques, pour compléter certains plans de financement et pour contribuer à l'équilibre financier de l'association.

Même si nous veillons à une réelle sobriété de notre fonctionnement et de notre collecte de fonds, **notre action sur le terrain ne serait pas possible sans le soutien de nos donateurs particuliers. Nous les remercions chaleureusement.**

L'équilibre économique de l'association repose enfin de façon significative sur des ressources propres, au premier rang desquelles figurent les produits générés par des prestations (accompagnement, évaluations, maîtrise d'ouvrage déléguée, ...) confiées aux experts d'ID. Ces missions sont en même temps l'occasion pour les équipes d'ID d'approfondir leur professionnalisme.

TRANSPARENCE FINANCIERE

> Les comptes d'ID sont audités et certifiés chaque année par notre Commissaire aux Comptes, le cabinet KPMG.

> Les programmes d'ID font régulièrement l'objet d'audits financiers externes spécifiques mandatés par nos bailleurs de fonds institutionnels.

> Un comité d'audit interne composé d'administrateurs et de bénévoles qualifiés a pour mandat d'améliorer de manière permanente le contrôle interne de l'association et d'évaluer les risques financiers, juridiques et opérationnels de l'association.

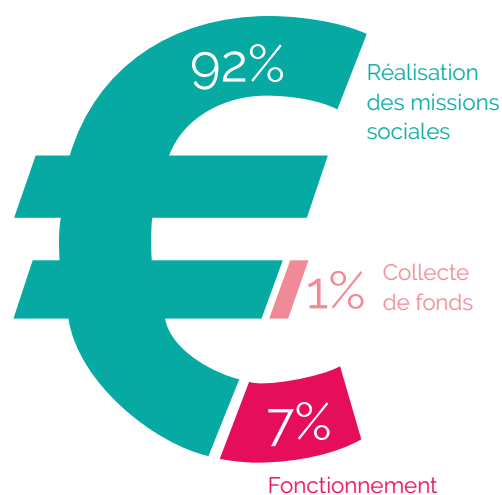
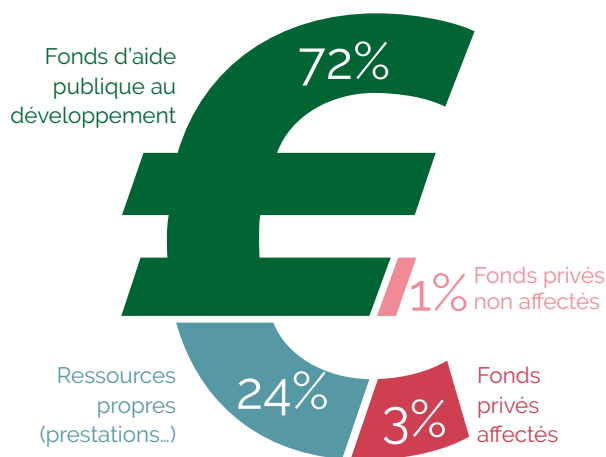
Les dettes financières sont en forte augmentation du fait de la souscription par ID d'un Prêt Garanti par l'État de 240 000 €. Le niveau de trésorerie, en hausse de 72% par rapport à l'an dernier, est directement corrélé au niveau des fonds dédiés. Le montant, 2,8 millions €, confortable à la clôture, ne reflète pas les variations importantes subies au cours de l'exercice.

Du fait de la perte nette de 38 976 € sur l'exercice, les fonds associatifs de 660 630 € sont en baisse à la clôture.

Malgré cette diminution, la baisse du niveau d'activité permet d'améliorer **le ratio Fonds associatifs/Total Produits.**

Il **s'élève ainsi à 43 jours**, légèrement en deçà de l'objectif de 50 jours fixé par notre conseil d'administration dans le but de pouvoir faire face aux aléas de l'activité et d'être en capacité de préfinancer d'éventuels besoins en cofinancement de projets.

PASSIF	2020	2019
Fonds associatifs	660 630	699 606
Provisions pour risques et charges	173 864	433 475
Fonds dédiés	2 115 307	1 458 784
Dettes financières	300 464	69 515
Autres dettes	1 182 044	340 342
Comptes de régularisation	210 570	357 888
TOTAL PASSIF	4 642 878	3 359 609





iD *
**INITIATIVE
 DÉVELOPPEMENT
 DES
 PROJETS SOLIDAIRES**

Retrouvez-nous sur
www.id-ong.org



29 rue Ladmirault
 86000 Poitiers
 Tél. : +33 (0)5 49 60 89 66
 E-mail : id@id-ong.org

ID est membre de



ILS NOUS SOUTIENNENT



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'UE et de l'AFD. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité d'ID et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'UE ou de l'AFD.